

A l'Assemblée, la présidente s'est cru tout permis (de construire)

P. 3

Quand Jack Lang exposait à l'IMA les œuvres de la belle-fille de Macron

P. 4



Quatre ans de guerre en Ukraine

Privée de JO, la Russie reste championne...

Le Canard enchainé

Journal satirique paraissant le mercredi

... de Poutinage artistique



111^e ANNÉE - N° 5493 - mercredi 18 février 2026 - 2,20 €

D.O.M. 2,60 € - Suisse 3 CHF - Belgique / Luxembourg 2,40 € - Grèce 2,50 € - Espagne / Port. Cont 2,50 € - Italie 2,50 € - Tunisie 7,2 DT - Maroc 27 DH - Afrique CFA 1700 CFA - Allemagne 3,20 € - Canada 4,5 CAD - GB 2,40 £

Le plan de Macron pour refourguer des Rafale à l'Inde "Je vais faire un discours Gandhiloquent !"

LA CHAÎNE PARLEMENTAIRE



Des orateurs sans filtre

FRANCESCA ALBANESE, rapporteure spéciale des Nations unies sur les territoires palestiniens, a-t-elle déclaré, le 7 février lors d'un forum organisé à Doha auquel elle participait en visioconférence, qu'Israël était « l'ennemi commun de l'humanité » ? Non, elle ne l'a pas dit. Comme elle s'en est expliquée sur X, elle a mis en cause un « système » formé par l'Etat d'Israël et ses soutiens, c'est-à-dire d'importants flux financiers et des « algorithmes ». Est-ce mieux ? Bof. Israël, la finance mondiale, la tech américaine, allez, ce n'est pas antisémite, puisqu'elle le dit, ça a juste un petit parfum pas terrible, hein. Et puis, dans ce forum, il y avait un dirigeant du Hamas. Mme Albanese assure qu'elle ne le savait pas. Si elle s'est fait piéger par les organisateurs, qu'elle le dise. Si elle a simplement omis de demander la liste des participants, c'est un peu léger de la part d'une diplomate chevronnée qui connaît le caractère explosif des dossiers dont elle est chargée.

Si l'Allemagne, la France et d'autres pays réclament son départ aujourd'hui, si António Guterres, le patron de l'ONU, garde le silence, c'est aussi parce que Mme Albanese a un tableau de chasse qui parle pour elle. En 2014, elle a écrit que l'Amérique était « subjuguée par le lobby juif ». Elle a ensuite invoqué une « maladresse ». Mais une éminente juriste comme elle connaît le poids des mots, c'est une certitude. Rebelote après le 7-October : « Les victimes du 7-October n'ont pas été tuées à cause de leur judaïsme, mais en réaction à l'oppression d'Israël. » Pas un mot pour condamner le Hamas, ce qui la place de facto en décalage avec la communauté internationale, qui a voté le 12 septembre 2025, à l'ONU, à une majorité de 142 voix, pour une solution à deux Etats et une condamnation des actes

du Hamas. Mme Albanese exige des excuses de Jean-Noël Barrot, qui a repris une présentation tronquée de ses propos du 7 février.

Dans cette période d'antisémitisme assumé, on reconnaît à Sophia Chikirou le mérite de l'extrême clarté. Elle est comme ça, Chikirou, elle parle avec le cœur. S'en prenant à Ariel Weil, le maire de Paris Centre et soutien d'Emmanuel Grégoire, elle l'accuse de prendre le parti de Netanyahu, « un criminel de guerre », et rappelle qu'elle est, elle, du côté des droits de l'homme (sauf en Chine, en Iran, au Venezuela, en Russie, en Algérie, etc.), tandis que Weil, lui, est « soumis à l'argent, aux multimillionnaires, aux milliardaires, aux fonds et pays étrangers ». Le coup du Juif apatride jamais vraiment français, dans le fond.

Elle nous dispense des détails physiques, c'est cool de sa part.

A.-S. M.

RIXE ET PÉRIL

UN « traumatisme cardio-encéphalique majeur ». C'est, dans le langage glacial de la médecine légale, repris par le procureur de Lyon, ce qui a causé la mort de Quentin Deranque, 23 ans, à la suite de son lynchage. Un traumatisme plus que doublement majeur, tant, au-delà du drame humain qu'il a engendré, ce « déferlement de violence inouï » a eu de contrecoups sur la vie politique. Cet épisode tragique, entré en collision frontale avec le climat électoral ambiant, celui des municipales, mais pas seulement, n'a pas manqué d'être récupéré de tous côtés, avant même que les coupables ne soient arrêtés.

Du président de la République au ministre de la Justice, en passant par celui de l'Intérieur, par les chefs de parti de tous bords et tous les candidats déclarés pour 2027 dans la foulée, tous se sont empressés de faire des commentaires ciblés. Chacun, et c'est heureux, s'est accordé, dans ses déclarations, à reconnaître que rien ne peut justifier la mort de ce jeune homme dans de telles conditions, quelles que soient ses opinions. Mais chaque camp, à l'aune bien sûr des siennes, ajuste ses coups. Les extrêmes sont évidemment au cœur de la bagarre, mais, dans ce round, c'est l'extrême gauche qui encaisse et n'a pas fini d'encaisser.

Mélenchon se voit, c'est de bonne guerre, reprocher les liens de LFI avec l'ultragauche. En priorité ceux avec la Jeune Garde, mouvement dissous fortement soupçonné des violences survenues à Lyon à l'occasion d'une conférence de l'égérie Insoumise Rima Hassan.

Ce mouvement fondé par Raphaël Arnault, fiché S,

condamné pour violences volontaires en réunion en 2022 et devenu député LFI. De quoi suralimenter une attaque en règle et toutes catégories de ses adversaires. D'autant que Mélenchon ne tarissait pas d'éloges sur ses « jeunes camarades » de « cette organisation liée au mouvement Insoumis », qu'il avait déjà encouragés précédemment d'un « Bravo, jeunes gens, continuez, jeunes gens ! ». Facile de lui ressortir que les jeunes gens en question auraient apparemment trop suivi ses conseils.

Tout cela ne peut que faire désordre, au moment où Mélenchon, en campagne, entendait lever le pied sur la fureur et le bruit. Au moment, aussi, où LFI réclame devant le Conseil d'Etat l'annulation de son classement à l'extrême gauche par le ministère de l'Intérieur. Surtout alors que la Jeune Garde attendait, dans le même temps, et du même Conseil, l'annulation de sa dissolution. C'est beaucoup, mais cela ne fait pas pour autant de LFI un

groupuscule de nervis. Ni de Mélenchon celui par lequel Quentin Deranque a péri.

Mélenchon, en se défendant de pareille accusation, en profite pour se poser en victime. Et l'extrême droite, aux cris de « LFI assassins ! », récupère la mort du jeune Quentin, proche de ses rangs, pour condamner une ultraviolence en meute et souvent avec des slogans néonazis dont, à Lyon plus qu'ailleurs, elle s'est fait une spécialité. Laquelle a fait plus d'une victime.

Le problème, au-delà de toutes ces instrumentalisation, c'est que l'ultragauche n'est pas censée combattre l'ultradroite en utilisant la même violence incontrôlée et que, sauf si l'enquête en cours venait à l'infirmer, il semble que ce soit bien ce qui s'est passé à Lyon jeudi dernier. Et qui peut faire redouter qu'au soir du premier tour, en 2027, une telle fatale et tragique erreur soit de nature à provoquer un traumatisme électoral « majeur ».

Erik Emptaz



Gisèle, à grands pas

« L' » « Elle », France Inter, le 20 heures de France 2, « La Grande Librairie », BBC News, le « New York Times »... Pour la sortie d'« Et la joie de vivre » (Flammarion), ouvrage traduit en 22 langues, Gisèle Pelicot

était partout. Trop, pour ceux qui critiquaient déjà la surexposition médiatique du procès des viols que cette femme a subis durant plus de dix ans de la part d'un mari qui la droguait et l'offrait à d'autres durant son sommeil. « Je me suis de-

mandé si les gens n'allaient pas se dire : « Encore elle ! » Ou pire : « Ça va être croustillant ! » » (« Elle », 12/2).

Rien de voyeur, pourtant, dans ce récit tout en pudeur, écrit avec la journaliste Judith Perrignon, sur le parcours d'une femme devenue le symbole, bien malgré elle, du combat contre les violences sexuelles. En refusant la tenue à huis clos des audiences et en affrontant le regard des 51 accusés qui l'avaient réduite à l'état de « poupée de chiff-

fon », Gisèle Pelicot a contribué à bien des avancées.

Suppression du devoir con jugal dans le Code civil, gratuité des analyses toxicologiques en cas de soumission chimique sans dépôt de plainte préalable, introduction de la notion de consentement dans la définition pénale du viol : les droits des femmes ne doivent pas qu'un peu à celle qui souhaitait « que la honte change de camp ». Et ne soit plus cachée par le huis clos.

E. So.

La noix d'honneur

DÉCERNÉE à la chroniqueuse Sophia Aram, qui, dans « Le Point » (12/2), se paie la « complosphère » - l'extrême droite et l'extrême gauche, friandes de l'affaire Epstein -, devenue, selon elle, « le point G absolu sur lequel s'excitent tous les timbrés ».

Encore un peu et Aram s'en prendrait aux médias trop prolixes sur le sujet. En tête ? « Le Point », qui, le 5 février, a consacré sa couverture et 18 pages à Epstein. Le 12 février, rebelote : la une et 21 pages !

N'y aurait-il pas du « point G » là-dessous ? Surtout avec des patrons nommés Giesbert et Gernelle !

LE LYNCHAGE QUI SÈME LE TROUBLE



Le roman d'un tricheur

IMAGINE-T-ON un président tricheur pour imposer la victoire de son camp ? Oui, Donald Trump, bien sûr ! Bruno Retailleau, qui vient de se lancer dans la course à la présidentielle de 2027, a lui aussi des états de service à faire valoir.

Comme « Le Canard » (14/7/97) l'avait révélé à l'époque, il faisait partie de l'équipe du Puy du Fou en lice sur le plateau du jeu télévisé « Intervilles », le 2 juillet 1997. Ce jour-là, l'animateur Olivier Chiabodo avait transmis à son camp la bonne réponse, en plaquant sur la couture de son pantalon trois doigts pour la réponse 3, deux doigts pour la réponse 2... Le candidat de l'équipe du Puy du Fou peinait à voir les signes de l'animateur, Retailleau avait même relayé, en chuchotant : « 2, c'est la réponse 2... »

Onze ans plus tard, le producteur de l'émission, Gérard Louvin, a avoué : « A « Intervilles », on trichait tout le temps. » Une décennie encore et Chiabodo a

admis la combine. Mais, près de trente ans après, ni Philippe de Villiers, le noble fondateur du parc d'attractions du Puy du Fou, ni Bruno Retailleau, qui était son bras droit, n'ont reconnu les faits...

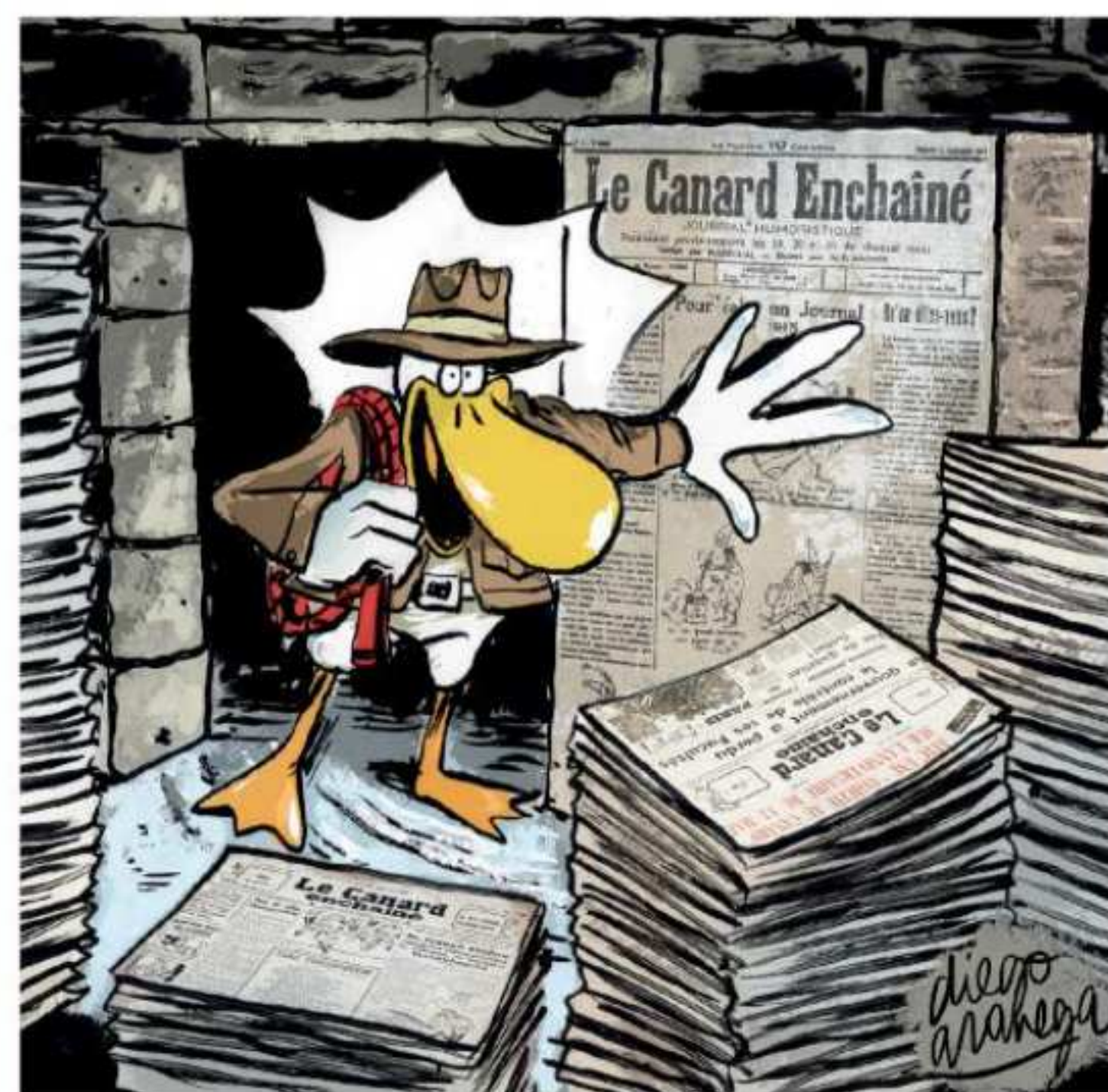
Est-ce en souvenir de sa tricherie que Retailleau pose aujourd'hui en couverture du « Fig Mag » (13/2) les bras ballants et les doigts étrangement repliés ? Enverrait-il des signes subliminaux aux électeurs ? En page intérieure, il « dévoile son programme présidentiel ». Or, à l'instar de Trump piétinant la justice de son pays, Retailleau annonce vouloir subvertir les institutions : « Le pouvoir est ligoté (...). J'assume de dire que l'Etat de droit connaît des dérives. » Et d'annoncer des référendums « élargis » sur la justice et l'immigration : il souhaite « renverser la table », ou plutôt les tables de la loi.

Mais ne lui dites pas qu'il entend tricher avec la Constitution, il risque de serrer les poings !

D. F.

NOUVEAU SUR Le Canard enchainé.fr

110 ANS DE "CANARD" EN UN CLIC



Entrez dans l'Histoire !

Tous les numéros (soit 35 000 pages) publiés par « Le Canard » depuis 1915 sont désormais disponibles sur « lecanardenchaine.fr », rubrique « Archives ».



Gare à l'effet "juppettes" !

UN DERNIER VOYAGE avant de quitter le gouvernement : Rachida Dati était de l'imposante délégation qui accompagnait Emmanuel Macron en Inde, du 16 au 19 février. De quoi, peut-être, raviver quelques souvenirs chez l'ancienne garde des Sceaux, qui, en 2008, avait accompagné Nicolas Sarkozy au Taj Mahal.

Cette fois, on le sait, c'est pour atteindre le Graal de la Mairie de Paris que l'actuelle ministre de la Culture quittera, sans doute à la fin de la semaine, le gouvernement. Sortiront également Amélie de Montchalin, nommée à la Cour des comptes, et Charlotte Parmentier-Lecocq, qui veut récupérer son siège de



Le "continuum" selon Macron

Avant de s'envoler pour l'Inde, lundi 16 février au matin, Macron a évoqué en petit comité la mort violente du jeune militant nationaliste Quentin Deranque. « Cela fait plusieurs années maintenant que j'alerte sur l'effet délétère de la banalisation de la violence dans le débat public », a-t-il rappelé. « Il y a un continuum entre les insultes, les vociférations, la "bordélicisation" de l'Assemblée nationale par LFI, le refus de la légitimité des institutions républicaines, le fait de dire que "la police tue" et le déferlement de violence qui



a conduit à la mort du jeune Quentin à Lyon », estime-t-il.

Et Macron d'appeler « chacun » à se « ressaisir » : « Comme je l'ai dit souvent, la démocratie ne tient que par le refus de la violence. » La Police n'aurait pas dit mieux.

Passe ton badge d'abord

La présidence de l'Assemblée nationale a désactivé dès lundi 16 février au matin les badges d'accès de l'assistant parlementaire du député LFI Raphaël Arnault, en attendant que « toute la lumière soit faite » sur une éventuelle participation au lynchage qui a conduit à la mort de Quentin Deranque.

Une décision prise avant même les conclusions du procureur de la République, énoncées quelques heures plus tard. « On a été intrigués par le fait que LFI ait très vite annoncé que le collaborateur d'Arnault ne réparait pas tant que la lumière ne serait pas faite, explique-t-on dans l'entourage

Retailleau et "Le Figaro", la manip pour tous

IL PORTAIT BEAU, Bruno Retailleau, avec son cachemire à col roulé, dans sa campagne vendéenne, en couverture du dernier « Figaro Magazine » (13/2) ! Un candidat à la présidentielle certes moins ostentatoire que Fillon et ses costumes, mais à qui l'hebdomadaire des Dassault consacre huit pages extatiques. Le sénateur y est dépeint comme un « soldat déjà résolu à s'engager en opération extérieure, mais qui n'avance sérieusement qu'avec la bénédiction de celle qui le verra partir », sa femme.

Car, chez les Retailleau comme au « Figaro », la politique est familiale : en septembre dernier, le président des Républicains recrutait au ministère de l'Intérieur Clémence, la fille d'Alexis Brézet, le directeur des rédactions du quotidien. Elle venait de quitter son job chez Verian, une agence qui vend des sondages, notamment... au « Figaro ». Comme celui paru en juillet 2025 qui, comme c'est bizarre, hissait Retailleau devant Edouard Philippe. Faire des baromètres pour les publier dans le journal de papa permet d'éviter les mauvaises surprises. D'ail-



leurs, aujourd'hui, Clémence Brézet a rejoint Retailleau pour sa campagne présidentielle, mais le « Fig Mag » ne le mentionne pas, sûrement par charité chrétienne.

Au journal de toutes les droites, on ne recule devant rien pour promouvoir la famille. Le patron du « Figaro littéraire » avait signé, en janvier 2022, un papier pour faire la réclame du livre sur Proust écrit par Mathilde Brézet, une autre fille du taulier, qui comment régulièrement des articles dans le quotidien. Interrogé par ses troupes sur un éventuel conflit d'intérêts, Brézet avait répondu : « Vous ne voudriez, quand même pas faire peser sur des enfants le poids de leurs parents ? »

Longtemps, le culot s'est couché de bonne heure.

Page coordonnée par Bruno Dive et Charlotte Cieslinski

députée pour éviter une élection législative partielle. Rien que des femmes !

Pour éviter le fâcheux effet « juppettes » (quand Alain Juppé avait débarqué, en 1995, huit femmes de son gouvernement), Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu doivent donc trouver d'autres femmes pour les remplacer. Catherine Pégard devrait atterrir au ministère de la Culture (« Le Canard », 4/2), mais ce serait un homme, David Amiel, qui tiendrait la corde pour s'occuper des finances à Bercy. Mais voilà qu'une autre femme est sur la sellette, en la personne de Marie-Pierre Vedrenne, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur. Celle-ci avait beaucoup agacé son patron, Laurent Nuñez, et Macron en s'élevant, à la fin de l'année dernière, contre l'octroi de la nationalité française à George Clooney.

What else ? Son conseiller et âme damnée Badr Slassi, dont elle voulait faire son directeur de cabinet adjoint, n'a pas obtenu l'habilitation secret-défense. De plus, cantonné au rôle de conseiller spécial et chargé de communication, l'homme a fait régner une ambiance un rien délétère au cabinet avant de prendre la porte, au début du mois.

Pas sûr, pourtant, que Vedrenne le suive. Outre sa qualité de femme, c'est aussi l'une des trois ministres MoDem. Faudrait pas non plus énerver Bayrou à Pau !

Il ne se lève pas pour Rubio

Trois ministres ou présidents de Länder allemands qui se lèvent pour saluer le discours de Marco Rubio devant la conférence de Munich, bientôt suivis par toute la salle : c'en est trop pour Emmanuel Macron, qui s'est épanché devant ses conseillers avant de s'envoler pour l'Inde, le 16 février.

« C'est précisément ce que l'Europe doit éviter, leur a-t-il dit. Nous devons au contraire apprendre à faire sans les Etats-Unis. » Plus policé dans la forme que celui de J. D. Vance l'an

Dégâts d'ego

LE CIOTTISTE Charles Alloncle, président de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public, se verrait-il déjà calife à la place du calife ? Il commence à crispier son propre camp, et jusqu'au



dernier, le discours de Rubio n'a en effet rien concédé sur le fond. Aussi, pour Macron, « nous ne devons pas céder à un lâche soulagement. Si nous ne passons pas à l'âge adulte, celui de la puissance, nous serons balayés ».

Parler de « lâche soulagement » à propos d'une conférence à Munich : Macron connaît son histoire !

La diplomatie du texto

En annonçant qu'il visait désormais l'Elysée, Bruno Retailleau a vexé quelques élus du groupe de Laurent Wauquiez à l'Assemblée. Jeudi 12 février, avant d'annoncer officiellement sa candidature, il s'est fendu d'un SMS aux parlementaires pour les informer de sa démarche. Sauf que tout le monde n'a pas reçu exactement le même message...

Dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, en pleine séance, les quelques députés présents ont donc comparé leurs textos, s'apercevant ainsi que certains étaient invités à un pot le soir même et d'autres non. « On n'a pas bien compris sur quelle base certains étaient conviés et pas les autres », s'agace un député Droite républicaine. « C'est vexant. J'estime ne pas être moins proche de Bruno Retailleau que d'autres invités », ronchonnait un autre. Sur la quarantaine de députés LR, seul Patrick Hetzel a publié, sur X, un message de soutien à Bruno Retailleau.

Tant d'entrain, c'est touchant.

Cochon d'Inde qui s'en dédit !

GROSSE DÉSILLUSION pour le député RN Thierry Tesson. Comme président du groupe d'amitié France-Inde, celui-ci avait reçu une invitation de Macron, transmise par le protocole de l'Elysée, à faire partie de la délégation qui accompagne le Président lors de sa visite en Inde, du 16 au 19 février. Une grande première : jamais un député lepéniste n'a participé à un déplacement présidentiel à l'étranger. Tesson avait déjà effectué toutes les démarches nécessaires quand il a reçu un nouveau mail du Château lui annonçant que l'invitation était



Retailleau rhabillé

Deux jours plus tôt, le même Bruno Retailleau était convié à la réunion de groupe des députés du parti qu'il préside. En avance de dix minutes, il ouvre la porte de la salle de réunion et tombe nez à nez avec Laurent Wauquiez, qui lui lance : « Attends, Bruno, tu arrives en avance. » Interloqué, le patron de LR fait un pas vers la sortie. « Mais non, Bruno, assieds-toi là », le rattrape Wauquiez en désignant un siège à côté de lui.

S'ensuit une séquence houleuse pour Retailleau, Michèle Tabarot lui reprochant de ne pas faire « régner l'ordre dans le sud de la France », de « favoriser Ciotti » pour la mairie de Nice, de prendre « des décisions dictées par l'intérêt personnel et pas celui du parti ». Philippe Juvin enfonce le clou à propos de 2027 : « En aucun cas, on ne pourra avoir un candidat de chez nous plus un candidat macroniste. Il faudra se mettre d'accord autour d'un seul candidat. »

Et bonne chance, surtout !

Bouts de ficelle

Tandis que l'Assemblée nationale examine en deuxième lecture les textes sur l'accès aux soins palliatifs et sur le droit à l'aide à mourir, les parlementaires craignent que Patrick Hetzel, l'un des chefs de file du groupe LR, qui y est historiquement opposé, ne se livre à un numéro d'obstruction pendant le débat. Pour l'éviter, Yaël Braun-Pivet et le gouvernement ont trouvé une feinte.

L'examen du texte sur la fin de vie a été placé juste avant un débat sur les fraudes sociales... Un thème cher à Patrick Hetzel, rapporteur pour le groupe LR de ce projet de loi, qu'il devrait logiquement vouloir voir arriver vite en séance...

On en est donc là.

RN "sans étiquette"

Les municipales 2026 ne dérogent pas à la coutume : les listes « sans étiquette » fleurissent dans nombre de villes, surtout dans les plus petites... avec parfois de



sérieux doutes sur l'absence revendiquée d'affiliation partisane. Exemple à Châteauneuf-de-Grasse (Alpes-Maritimes), où le semillant Cyril Malbert mène une liste exempte de toute appartenance : le candidat, qui se revendique « gaulliste » auprès du « Canard », se réjouit du soutien de Nouvelle Energie, le micromouvement de David Lisnard, mais jure qu'il n'a pas d'autre acointance.

Las ! un certain Malbert Cyril était l'assesseur mandaté par Lionel Tivoli, le député RN du cru, lors des élections législatives de 2024. Quant à ses nombreux comptes X, ils regorgent de saillies pas vraiment gaullistes : « De toute manière, si quelqu'un n'est pas d'accord avec Israël ou les Juifs en général, on le traite d'antisémite », « le cochon c'est l'intégration ! ».

La liste « sans étiquette » est baptisée « Nouveau Souffle ». C'est plutôt une vieille haleine...

Knafo pas énerver Péresse

Valérie Péresse ne décolère pas depuis la bourde de Sarah Knafo, candidate zemmouriste à Paris, sur le prix du passe Navigo. « Quelle incompétence ! 52 euros annuels, c'est juste dingue. Rien à voir avec l'erreur de Copé sur le pain au chocolat : c'est la preuve d'une vraie déconnexion », a-t-elle cinglé devant quelques proches.

Et la patronne LR de la région Ile-de-France d'enfoncer le clou : « Pour s'excuser, elle explique que c'est un acte manqué, car elle trouve que le passe Navigo est trop cher. Au secours ! » Il est vrai que le prix du passe a augmenté de 30 % en dix ans.

« Ne parlons même pas de son projet de couverture des voies sur berges à 60 millions d'euros ! Elle a oublié un zéro ! Tout est fake ! Tout est faux dans Knafo ! »

Avec des slogans comme ça, elle est presque mûre pour 2027.



et Edouard Philippe. Mais on comptait plus de militants Renaissance, et, surtout, le premier a exaspéré le second en vantant le bilan de... Bertrand Delanoë.

Un flop qui a réjoui l'Elysée, où l'on faisait remarquer qu'« il y avait deux fois plus de monde dans la même salle le 10 juillet pour le 10^e anniversaire des Jeunes avec Macron ». Et Macron, justement, de commenter : « Ceux qui empêcheront l'alternance à Paris devront en répondre. »

Compris, Edouard et Gabriel ?

« caduque », « en raison d'un changement de programme ». Sans autre explication que de plates « excuses » du bureau du protocole. Et alors qu'il n'y a pas eu le moindre changement de programme.



minimares

● Jack Lang, le président démissionnaire de l'Institut du monde arabe, crie misère sur une pleine page d'interview (« La Tribune Dimanche », 15/2) : « Je me déplace à pied, en métro ou en taxi. Tout le monde le sait, j'ai toujours refusé tout logement de fonction pendant les treize ans où j'ai été ministre. » Quand on a un appartement parisien place des Vosges, c'est en effet plus facile.

● Amélie de Montchalin, la nouvelle présidente de la Cour des comptes, à l'époque où elle travaillait chez Exane BNP Paribas (« L'Opinion », 11/1), a offert, pour le taquiner, un réveil portatif à un collègue afin qu'il accélère la cadence. Les « sages » de la Rue Cambon sont prévenus.



● Aurélien Rousseau (Place publique) a le don d'ubiquité. Député des Yvelines, il est également candidat sur la liste du maire sortant de Saint-Hilaire-de-Brethmas, dans le Gard (« Midi libre », 15/2), à 788 km de sa permanence parlementaire. L'éphémère ministre de la Santé (cinq mois en 2023) a aussi des compétences en transports.

● Sarah Knafo, candidate Reconquête ! à Paris, tiendra bientôt un grand raout dans la capitale, et « son entourage promet du jamais-vu pour un meeting politique » (« Le Journal du dimanche », 15/2). Un quiz sur le prix du passe Navigo ?

● A Aubagne, Jean-Pierre Squillari, ancien pompier et candidat divers-gauche, a la flamme de l'écriture ! Une passion brûlante qui l'a amené à soumettre une nouvelle érotique, écrite de sa plume, à un concours local. Titre de l'œuvre ? « L'insoumise ». Une déclaration à sa rivale LFI ?

● Marbrier funéraire, Bernard Boireau tente sa chance à Champniers (« Charente libre », 13/2) : « J'aime ma commune, j'y suis né et je peux m'y investir pleinement (...) ». Et puis, je n'ai plus rien à prouver et, quand j'entreprends quelque chose, c'est toujours à fond. » Et aucun de ses clients ne s'est plaint de ses services.

● A Nice, le commentateur sportif Gérard Holtz justifie son ralliement à Christian Estrosi (« Nice-Matin », 11/2) : « J'ai repensé à cette citation de Kennedy que j'ai toujours

● Annie Genevard, la ministre de l'Agriculture, raille « tous les robots qui ont tourné allègrement » et qui auraient contribué au succès de la pétition contre la loi Duplomb (Vert, 13/2). Fichus bords de paille !

● Roselyne Bachelot commente la candidature de Bruno Retailleau à la présidentielle (Public Sénat, 14/2) : « Là, si je devais donner sa chance, je dirais : c'est zéro. » Bonne Saint-Valentin quand même !

● 2027 ? Très peu pour Gérard Darmanin, le garde des Sceaux, un brin moqueur (« Le Figaro », 14/2) : « La politique, c'est comme le casino. Tout le monde pense qu'il va se refaire. Moi, quand je prends 100 euros à la roulette, je m'arrête à 22 heures. » Sans bluffer ?

avec moi : "Ne demande pas ce que ton pays peut faire pour toi, demande ce que tu peux faire pour ton pays." Les chevilles, ça va ?

● Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, venu soutenir Juliette Chesnel-Le Roux, la candidate de la gauche à Nice, a ciblé Estrosi et Ciotti (« Nice-Matin », 15/2) : « Rien ne les distingue, à part leur chevelure. » Chauve qui peut !

● A Bastia, Anthony Gianini, conseiller municipal sortant, devrait figurer en bonne place sur la liste du nationaliste Gilles Simeoni. Sans attendre, il a commencé à faire campagne en effectuant du porte-à-porte dans les cités HLM de la ville. Il connaît parfaitement les cages d'escalier : il est l'un des sous-directeurs de l'Office public de la collectivité. Un bulletin « un logement ?

● A Salbris, en Loir-et-Cher, un portrait de Pétain trône dans la bibliothèque du jeune maire (ciottiste), Alexandre Auri, affirme « Marianne » (12/2), cliché à l'appui. Montoire n'est pas loin !

● Au concours « Ma binette partout », l'Intépride Colette Fabron, vice-présidente de la métropole Nice-Côte d'Azur, conseillère régionale Paca, maire (LR) de Saint-Etienne-de-Tinée et candidate à sa réélection, case plus de 120 fois sa trombine dans les 88 pages de « La Une stéphanoise » (décembre 2025), coquet bulletin municipal imprimé sur papier glacé pour son millier d'administrés. En attendant de savoir si les frais de publication seront intégrés à son compte de campagne, le concours continue !



Trump au charbon

BIEN SÛR, il y a les décrets spectaculaires signés devant les caméras du monde entier et qui font la une des journaux télévisés. Mais il y a aussi ceux que Donald Trump, jour après jour, signe de son immense signature et qui passent plus inaperçus. Au cours des dernières semaines, le président américain a ainsi démolé, pas à pas, une grande partie de l'édifice réglementaire sur la question climatique construit par ses prédécesseurs.

Au lendemain du jour de l'An, les Etats-Unis notifient leur sortie de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, le traité international qui définit les principes et les contours de la diplomatie en matière de climat. Le 12 février, nouvelle étape : Donald Trump annonce l'abrogation de l'expertise clé sur les risques que le changement climatique fait courir à la population de son pays. Ce texte, élaboré par les plus grands scientifiques américains, était à l'origine des mesures prises contre les émissions de gaz à effet de serre. Conséquence de cette abrogation : la disparition de la plupart des normes environnementales qui concernaient aussi bien les voitures et les camions que les centrales électriques, notamment celles au charbon.

La veille, une délégation de mineurs américains avait été reçue dans le bureau Oval pour assister à la signature

d'un décret qui ordonnait au ministère de la Défense de se fournir en électricité produite à partir du charbon, le combustible le plus polluant. Car Trump se présente aussi comme le meilleur défenseur du « charbon propre et sain », comme il se plaît à le répéter.

Blanchiment tous azimuts

Cette course à la déréglementation ne bénéficie pas aux seuls pollueurs. Au cours de la dernière année, le département de la Justice a mis fin aux poursuites dans la plupart des procédures en cours concernant les affaires de délinquance en col blanc, de corruption publique, de fraudes liées aux cryptomonnaies ou encore de blanchiment d'argent, à la seule exception des fonds issus du trafic de drogue. Plus question de voir des pédégs américains inculpés pour des faits de corruption à l'étranger ! Un décret pris en février 2025 précise que les poursuites pour corruption nuisent à la compétitivité des entreprises américaines.

Et, quand un décret ou une loi ne suffisent pas, le gouvernement fédéral démantèle les services chargés de faire respecter la réglementation. C'est ainsi que les salariés de l'agence fédérale de protection financière des consommateurs ont appris leur licenciement définitif ainsi que le démantèlement pur et simple de leur agence. Pourquoi se compliquer la vie (des affaires) ?

Avec les municipales, Beauvau rêve d'imposer ses caméras intelligentes

Le ministère de l'Intérieur n'a plus assez de poulets pour visionner les millions d'heures de vidéosurveillance. Il mise sur l'IA pour faire le boulot. Une idée qui enthousiasme les maires...

LAURENT NUÑEZ, le ministre de la police, en est persuadé : pour faire grimper le niveau de réusite de ses flics, il lui faut des caméras de vidéosurveillance à gros QI. Avec des ceilletons boostés aux algorithmes d'intelligence artificielle, plus besoin de s'échiner à suivre les cambrioleurs rue par rue en cliquant à chaque fois sur la bonne caméra : il suffit de rentrer dans la bécane la couleur d'un tee-shirt ou un modèle de moto. Plus fort encore, ces logiciels qui rendent les caméras moins bêtes sont capables de détecter des comportements louches.

« Si le Louvre avait été protégé par des caméras intelligentes, une alarme aurait pu sonner pour indiquer qu'un engin interdit était stationné devant la fenêtre de la galerie d'Apollon, insiste un flic parisien. Nous aurions été plus rapides et aurions peut-être déjà retrouvé les bijoux. » En avant pour un Big Brother tricolore ?

Ça tourne pas rond

Les flics ne manquent pas de matos. Chaque jour, 90 000 caméras scrutent la voie publique, selon le ministère de l'Intérieur. Un chiffre qui s'ajoute aux 935 000 appareils déjà présents dans des lieux publics comme les commerces, les banques ou les parkings. Problème ? Plus on installe de caméras, plus on a besoin de poulets pour analyser les images. Lors des émeutes urbaines de juin 2023, qui ont suivi la mort de Nahel M., tué par un policier, les enquêteurs ont récupéré 26 000 heures de vidéos – l'équivalent de 1 000 jours environ –, qu'il a fallu faire défiler manuellement.

Depuis quinze ans, les locataires de



Beauvau, Gérald Darmanin en tête, ont dépensé 10 milliards d'euros pour améliorer la vie des poulets. Pourtant, le taux d'élucidation des délits, déjà raplapla, continue de baisser. En cas de fric-frac à votre domicile, de chapardage de téléphone portable dans la rue ou de vol de voiture, les chances de retrouver le voleur et son butin ne dépassent pas 7 %. Et encore... parfois au bout d'un an !

Désireux de remplacer au plus vite par des cerveaux artificiels les flics mobilisés derrière les écrans, le ministère de l'Intérieur déploie un plan olympique en trois temps. Les JO 2024 ont servi de prétexte pour tester sur 70 sites 800 caméras dopées à l'IA. L'expérimentation s'est

poursuivie jusqu'au 31 mars 2025. Le 5 février dernier, à la demande du gouvernement, les sénateurs ont reconduit l'essai. « La tactique de la Place Beauvau est de pérenniser dans une loi ce second galop d'essai », décrypte un haut fonctionnaire. Pour le plus grand bonheur des marchands de caméras intelligentes.

Maire des batailles

Forte de ses 150 membres, l'Association nationale de la vidéosurveillance (AN2V) mène un lobbying intense auprès de l'Etat et des parlementaires pour placer la France sous surveillance algorithmique. Le député macroniste Paul Midy vient de proposer une loi pour automatiser l'espionnage vidéo

3,0 dans les magasins... avec le soutien enthousiaste du ministre Serge Papin, ancien patron de l'enseignement Système U.

Accusé de rouler pour Veesion, l'une des boîtes tricolores du secteur dont il fait la promo sur LinkedIn, Midy rétorque au « Canard » qu'il veut lutter contre « les vols à l'étagère, qui amputent jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires des commerces ». Et d'asséner : « Des caméras intelligentes fonctionnent déjà en loucedé dans 3 000 magasins. » Faut-il, dès lors, absoudre ceux qui trichent avec la loi ?

Cela arrangerait bien les affaires de nombreux maires. La bonne ville de Nice s'est fait taper sur les doigts par le Conseil d'Etat le 30 janvier pour avoir vidéosurveillé, avec des algorithmes, les sorties d'école (« Le Canard », 11/2). Cela n'empêche pas les boîtes d'IA vidéo, comme le français Orasio, de démarcher les édiles à tour de bras pour leur fourguer des logiciels de « détection en temps réel », pour le moment totalement interdits hors expérimentation. La prospection n'est pas bien compliquée vu que la sécurité est le principal thème de campagne des prochaines municipales avec une vague RN annoncée.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) se vante d'avoir distribué, en 2024, un carton jaune au ministère de l'Intérieur et à six communes. Sauf qu'elle ne contrôle que huit municipalités par an. A ce rythme-là, il faudra 4 350 ans pour vérifier les caméras de toutes les bourgades de France et de Navarre.

A moins d'avoir recours à l'IA...

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé



Un conseiller de Lecornu pris dans le pot de stup

CA SENT la poudre, à Matignon ! D'après les informations du « Canard », le conseiller agriculture du Premier ministre a été congédié peu avant Noël pour... consommation de stupéfiants : après avoir fait une overdose lors d'une soirée festive, le collaborateur de Sébastien Lecornu a été ramassé par les pompiers. Le malheureux va rater l'ouverture du Salon de l'agriculture...

Matignon a confirmé l'information au Volatile. Pour l'exécutif, fermer les yeux sur la stupéfiante sortie de route du conseiller aurait été compliqué. Le 19 novembre, Emmanuel Macron avait dénoncé en Conseil des ministres « les bourgeois des centres-villes qui financent les narcotrafics » avant que

Lecornu en remette une louche, le 17 décembre devant les sénateurs, en déclarant : « Nous devons lutter contre le narcotrafic avec le même niveau de détermination que celui avec lequel nous luttons contre le terrorisme. »

Loi des séries : le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France a dû lui aussi quitter, pour le même motif, le poste qu'il occupait depuis un an. Selon les informations du « Canard », le haut fonctionnaire de Bercy a été convoqué début février par la grande patronne de la Direction générale des finances publiques, qui l'a viré sur-le-champ.

Les deux congédiés se consolideront en se disant que l'herbe est plus verte ailleurs...

O. B.-K. et C. L.

Quand Bolloré joue les seigneurs à Quimper

DÉJÀ six alternances municipales depuis 1977 ! A Quimper, les maires changent, mais, depuis plus de quarante ans, « Vincent » veille avec constance sur le destin de la ville berceau du groupe Bolloré. De plus en plus fantomatique sur ses terres finistériennes, où sa dérive ultraconservatrice étouffe et dérange, le milliardaire a toujours joué, ici, le rôle d'un seigneur consensuel au-dessus des tempêtes locales, respecté par les forces de droite comme de gauche.

Dans cette édition 2026, pas un candidat au scrutin de mars n'ose émettre de critique salée à propos du patron breton, né à Boulogne-Billancourt et revenu en 1981 pour sauver l'entreprise familiale de papier bible OCB (pour Odet-Cascade-Bolloré), loué par les cathos, les rouleurs de cigarettes et les buveurs de thé en sachets. Aujourd'hui, l'usine, installée en 1822 à Ergué-Gabéric – l'une des treize communes de l'agglomération quimpéroise –, s'est reconvertie dans le film plastique haut de gamme, les batteries au lithium (Blue Solutions) et les bus électriques (Bluebus). Et le siège officiel du géant industriel, qui emploie 73 000 personnes dans le monde, dont près de 600 localement, est toujours situé au même endroit.

« Ici, pas moins qu'ailleurs, Vincent, fulgurant, a toujours été impitoyable

en affaires, confie au « Canard » Jean-Guy Le Floch, qui fut son numéro deux pendant treize ans avant de faire d'Armor Lux, autre étendard quimpérois (380 emplois), une réussite du textile tricolore. Mais il faut lui reconnaître une fidélité absolue à la ville qui lui a permis de construire son empire. »

Une entente poignante

Avec un art de l'ouverture politique inhabituel chez lui, le Bolloré « enjôleur » de Quimper a optimisé son amitié très politique avec le député PS (1981-1986 et 1988-1993) puis maire (1989-2001 et 2008-2014) Bernard Poignant pour tirer des bords dans les eaux du pouvoir mitterrandien, avant de nouer des complicités utilitaires avec ses successeurs UMP et LR. A la tête d'une liste d'union PS-Ecologistes, Isabelle Assih, la maire (socialiste) sortante – surprise du scrutin de 2020 à l'issue d'une triangulaire –, assure aujourd'hui « assume[r] » à son tour « l'entraide » publique à l'égard du premier employeur local.

Peu suspecte de complaisance, cette ancienne psy de l'Education nationale née à Douarnenez de parents militants communistes, et mariée à un chauffeur de bus d'origine togolaise (pas vraiment éperdu d'admiration pour le Bolloré exploitant du

port de Lomé), a fait voter, en 2024, une subvention de 3 millions d'euros (s'ajoutant aux 9 millions versés par la région) pour stimuler les investissements locaux du groupe. C'est le prix à payer pour que le pôle de recherche et développement des batteries solides du futur (censées être 35 % plus performantes que les meilleures du marché) soit installé ici et non près de la « gigafactory » à 2 milliards d'euros qui verra bientôt le jour en lointaine Alsace.

Plus discret que son père, Cyrille Bolloré, l'un de ses fils désormais aux manettes, « ne se livre à aucun interventionnisme et ne bénéficie d'aucun passe-droit », jure la maire au « Canard », tout comme son rival LR, Guillaume Menguy, directeur de cabinet du président du département, l'ex-juppéiste Maël de Calan.

La famille Bolloré ne tient pas ici à passer pour l'entremetteuse de ce mariage de l'extrême droite avec la droite qu'elle promet dans ses médias. Christel Hénaff, la candidate RN, jure que, si elle le peut, elle se maintiendra au second tour pour torpiller la droite « macrocompatible ». Au bicentenaire de la maison Bolloré en 2022, elle n'avait pas été invitée, à l'inverse de la petite société politique quimpéroise !

Ça lui avait fait de la peine ?

Olivier Picard



A Brest, une police du tonnerre !

« L'NY A que les cons qui ne changent pas d'avis. »

Dans son hôtel de ville stalinien, le maire (PS), François Cuillandre, maître de la place depuis un quart de siècle, s'apprete à rendre les armes. S'il gagne en mars – et, dans cet inexpugnable bastion de gauche, il est favori –, Brest sera la dernière ville de France de plus de 100 000 habitants à se doter d'une police municipale.

Cuillandre avait pourtant juré que, lui vivant, cela n'arriverait « jamais, jamais, jamais ». Une question de principe républicain, comme il l'explique au « Canard » : « Pour moi, le rôle de la police, c'est une mission d'intérêt général qui doit être rendue partout et de la même façon en France. » Pas question de la sous-traiter, surtout dans sa

ville longtemps étiquetée par les services du ministère de l'Intérieur comme « l'une des plus tranquilles » du pays.

Tranquillité en rade

Il faut croire que la présence de 18 000 marins – premier contingent de salariés de la ville – et des sous-marins nucléaires de la base de l'île Longue (juste en face) ne représente plus une dissuasion suffisante. L'insécurité a fini par gagner cet extrême Ouest où la violence restait l'apanage des grands vents. La poétique « brigade de tranquillité urbaine » – une quinzaine d'agents de surveillance de la voie publique (ASVP) –, créée en 2022, a montré ses limites dans les « quartiers prioritaires » de ce grand port de guerre, victime à son tour du narcotrafic généralisé.

La pointe de la Bretagne, jusque-là considérée par les poulets de Paris comme une « zone préservée » de l'insécurité, est aussi touchée par l'effet de rattrapage « de la petite délinquance (selon les syndicats de police) qui touche toute la région, atteinte par une vague de cambriolages sans précédent (10 741 en 2025, + 18,6 % par rapport à 2024). » « Echaudé », Cuillandre a passé une convention avec l'Etat pour que la mise en place de 50 futurs postes de policiers

municipaux armés, qui coûtera 3 millions d'euros par an à la collectivité, ne soit pas noyée dans une réduction en parallèle des effectifs de la police nationale.

Un petit blindage avant d'attaquer, espère-t-il, son cinquième mandat de rang en bataillant pour défendre l'Arkéa Park, le projet de stade, suspendu par la justice, pour « atteinte à la conservation d'espaces protégés ».

Ils ont le ballon rond, vive les Bretons.

O. P.

A Montpellier, la division fait la force

ILS SONT si nombreux qu'ils pourraient former une équipe de foot : pour les municipales de Montpellier, pas moins de onze candidats se sont déclarés – un record ! Sur l'aile gauche, c'est la bousculade, avec six listes, dont celles du PS, de LFI, des Ecologistes ou de l'ex-maire (ex-PS) Philippe Saurcl. Sur l'aile droite et au centre figurent deux prétendants au titre, dont l'homme le plus riche de la campagne, le milliardaire Mohamed Altrad. A l'extrême droite, une RN canal officiel et un candidat dissident partiront chacun de leur côté. Au milieu de tout ça, l'inclassable youtubeur Rémi Gailard, autoproclamé « candidat populiste », n'entend pas jouer les remplaçants.

Grand favori de l'élection, le maire sortant, Michaël Delafosse (PS), aurait adoré resserer les rangs à gauche. Raté ! A l'idée de s'allier avec celui qu'ils

qualifient, en se bouchant le nez, de « PS le plus à droite du pays » ou de « relais local du macronisme », les Ecologistes et LFI ont pris le large. Choïsio pour conduire la formation mélenchoniste, la députée Nathalie Ozioi espère l'emporter grâce à l'électorat qui avait plébiscité l'Insoumis en chef en 2022, lors de la présidentielle, avec 40 % des voix. L'un de ses plus beaux scores. Venu sur place le 15 février, Méluce a désigné le maire sortant comme seul rival dans cette campagne.

Delafosse, de son côté, se targue d'être à la tête d'une alliance qui rassemble huit formations, du Parti animaliste aux radicaux de gauche, en passant par les communistes et Place publique... sans oublier ses débauchages chez les Ecolos et les Insoumis (une ex-députée a annoncé son ralliement). Une addition payante ?

Y. V.

EMPLOIS FICTIFS : FRANÇOIS FILLON RENONCE À SON POURVOI EN CASSATION



Poutine, tsar éternel ?

« IL NE LUI RESTE plus beaucoup de temps. » Ce n'est pas un hasard si, lors de la Conférence sur la sécurité, à Munich, le 14 février, Zelensky a évoqué l'âge de Poutine, celui « qui se prend pour un tsar mais qui est en réalité esclave de la guerre ». A 73 ans, hantant le Kremlin depuis plus de vingt-six longues années, Poutine présente un bilan amer : la Russie n'est pas redevenue la superpuissance qu'elle était. « Son horloge biologique fait tic-tac, il sait que le temps va lui manquer. C'est sa propre finitude qui l'a conduit à prendre une décision aussi dévastatrice qu'irrationnelle : envahir l'Ukraine », affirme un diplomate qui fut en poste à Moscou.

Recherche d'éluxirs de longue vie

Poutine défie donc l'inéluctable. En janvier, sa fille aînée, Maria Vorontsova, a pris la tête du Medical Scientific Educational Institute, un centre de recherche biomédicale russe. Médecin endocrinologue, elle s'efforce de repousser les frontières de l'âge. Le Kremlin a fait de l'allongement de la vie en bonne santé une priorité stratégique, avec un vaste programme fédéral de biotechnologies doté d'environ 210 milliards de roubles, d'ici à 2030. D'autres

projets de génétique et de biologie du vieillissement bénéficient de subventions publiques vertigineuses, au mépris d'une économie bien à la peine.

A Pékin, le 3 septembre dernier, lors des cérémonies du 80^e anniversaire de la capitulation du Japon, Poutine, Xi Jinping et Kim Jong-un avaient été filmés en train de discuter longévité et progrès médicaux. Le président russe se félicitait des avancées de la science qui pourraient permettre de « redevenir de plus en plus jeune, et peut-être même d'atteindre l'immortalité ». Et Xi Jinping assurait que, « d'ici à la fin de ce siècle, les humains pourr[ai]ent vivre jusqu'à 150 ans », estimant qu'« aujourd'hui, à 70 ans, on est encore un enfant ».

Poutine voit loin. Le 5 septembre 2025, par exemple, il a ordonné à son gouvernement de « planifier le développement de l'Extrême-Orient russe (gigantesque réservoir de ressources naturelles et verrou stratégique face à l'Asie) jusqu'à l'horizon 2036 ». Après tout, il n'aura alors que 83 ans...

Un expert en géopolitique s'attriste : « Le monde est suspendu aux ambitions et aux egos de vieux dirigeants qui, approchant de la fin, se sentent prêts à tout. »

Lang a exposé la belle-fille de Macron à l'IMA

L'ancien ministre de la Culture devait sa longévité à la tête de l'Institut au chef de l'Etat. Celui-ci a su en tirer parti pour ses proches.

PACHA, pas lui! Niant toute implication dans l'affaire Epstein, Jack Lang assure avoir décidé seul comme un grand de quitter la présidence de l'Institut du monde arabe (IMA) afin d'éviter que l'institution ne « devienne victime ». A aucun moment, insiste l'ex-ministre de la Culture, on ne lui a demandé de raccrocher. Et surtout pas Emmanuel Macron! D'ailleurs, c'est bien simple, « le Président a toujours été amical envers l'IMA et [sa personne] » (« La Tribune Dimanche », 15/2). Faut dire que Macron en a bien tiré parti.

Ce 20 décembre 2023, c'est jour d'élection à l'IMA. Nommé président pour la première fois par François Hollande en janvier 2013, Lang rêve d'un quatrième mandat de trois ans. Tant pis s'il a passé l'âge (84 ans à l'époque). Tant pis aussi si Jean-Yves Le Drian, très proche de Macron, lorgne le poste. Et tant pis encore si la Cour des comptes commence à pointer la gestion olé olé de l'Institut.

Habitué au train de vie ministériel, Lang a été jusqu'à s'entourer d'une dizaine de collaborateurs « officiels et officieux », dont Monique, son épouse. Il a profité d'un régime de notes de frais échappant à toute procédure écrite – sans que le Quai d'Orsay, chargé de contrôler les embauches et les comptes, pipe mot. Résultat: Lang est réélu par le conseil d'administration. Inamovible calife!

Au lendemain de cette victoire, il jure ne pas avoir « entrepris de démarches particulières auprès d'Emmanuel Macron » (« Le Monde », 22 décembre 2023). Tu parles! Lang oublie les coups de fil quotidiens aux proches du chef de l'Etat, et ceux de Monique à Brigitte. Sans parler des invitations répétées aux journalistes censés



être dans les petits papiers du pouvoir. Ni du lobbying appuyé du Maroc auprès de l'Elysée. Ni de l'embauche opportune, en août 2023, de l'actuel directeur de la com de l'IMA, Martin Garagnon, qui se revendique « conseiller national de Renaissance » et se précipite sur les réseaux sociaux et les chaînes d'info en continu pour dire tout le bien qu'il pense de Macron, d'Attal et même de... Dati. C'est un métier.

“Un ravissement pour les yeux”

Le 18 mai 2024, six mois après sa reconduction, Lang accueille à l'IMA le chef de l'Etat et madame pour l'inauguration d'une exposition consacrée à Laurence Graffenstaden. Cardiologue et peintre, celle-ci signe avec son époux des œuvres réalisées en compagnie d'élèves d'un collège francilien. Pas grand-chose à voir avec le « monde arabe », donc. Signé Lang, « l'avant-propos » du catalogue de l'expo enchaîne pourtant les diptychiques. Les peintures exposées « subliment l'invi-

sible et déclinent une riche palette maniant avec génie la luminosité des couleurs primaires »; ces « toiles se lisent comme une partition musicale, parfaite ode à l'art »; « un ravissement pour les yeux [et] pour l'âme »; etc. Un Chagall du XXI^e siècle est né. A un détail près: derrière le nom de Graffenstaden – un pseudo – se cache en réalité Laurence Auzière, l'une des filles de Brigitte Macron. Quel talent, ce « Djack »!

Roi de la flatterie pas vraiment désintéressée, il jure pourtant ne pas appartenir à « ce monde des mondantités ». Son agenda – joint au

rapport annuel de l'Institut – bat quelque peu cette assertion en brèche. L'ancien calife n'a pas passé un jour sans recevoir le Tout-Paris politique et médiatique. Aujourd'hui, en privé, ces élus, hauts fonctionnaires, intellectuels, journalistes, stars du cinéma ou vedettes du petit écran moquent le caractère « insupportable » de leur hôte, son rapport « adolescent » à la gloire, « maladif » au pognon... et leur « dégoût » après la révélation des liens entre Lang et le criminel Epstein... Cracher dans la chorbha, c'est tellement français!

Didier Hassoux

L'après-“Djack”

MACRON a choisi. Anne-Claire Legendre, sa conseillère Afrique du Nord et Moyen-Orient, succède à la tête de l'Institut du monde arabe (IMA) à Jack Lang, contraint d'en lâcher les rênes le 7 février après la révélation de ses relations avec Jeffrey Epstein. L'IMA a été perquisitionné, le 16 février, dans le cadre d'une enquête du Parquet national financier pour blanchiment de fraude fiscale aggravée. Pile au moment où l'ancien ministre de la Culture faisait ses adieux à ses équipes après treize années à la tête de l'institution. « Il y a une campagne de calomnie et de lynchage, et, je le dis, on verra ensuite qu'elle n'est fondée sur rien », a-t-il affirmé. Parole de « Djack ».

Verglas glaçant dans les Epstein Files

« SCOPOLAMINE: une drogue puissante qui pousse dans les forêts de Colombie et qui supprime le libre arbitre. » C'est le titre d'un article du « Daily Mail » qu'adresse par courriel, le 27 janvier 2015, le photographe Antoine Verglas à Jeffrey Epstein. En quoi cette drogue de soumission pouvait-elle intéresser le financier new-yorkais? L'expéditeur assure au « Canard » que leurs conversations « relevaient exclusivement d'un cadre professionnel. Le fait que le ton de certains échanges ait pu être cordial ou amical ne saurait en aucun cas être interprété comme l'existence d'un lien personnel ». Français naturalisé américain, Verglas, le « photographe des stars » – il a immortalisé Claudia Schiffer ou Naomi Campbell –, suivi par 2 millions d'abonnés sur Instagram, a pourtant été un proche ami de l'homme d'affaires, ainsi que le montrent des documents rendus publics par le Département américain de la justice. Pour Epstein, il a photographié des femmes pendant des années. Touchant des rémunérations allant de 10000 à 18000 dollars la séance.

En 2012, une commande est traitée avec un soin particulier: « Suite à une conversation avec votre équipe, je vous confirme que les fichiers contenant les photos que nous avons prises dans mon studio les 20 et 21 août ont bien été supprimés, écrit Verglas. Néanmoins, un lien vers ces fichiers à télécharger vous a été envoyé sur votre boîte mail personnelle. » Dans la foulée, Epstein ordonne à son assistante, Sarah Kellen, de s'assurer qu'il est bien « le seul à avoir accès à ce lien.

Verglas, PERSONNE d'autre que [lui] ». Le photographe aurait-il capturé son mauvais profil?

Jeffrey semble aussi s'être rendu à plusieurs reprises à Saint-Barthélemy, chez son pote Antoine, à seulement deux heures en avion de Little Saint James, « l'île du pédophile ». Fin janvier 2013, le magnat envoie un mail à un destinataire inconnu: « Vois avec Antoine, je paierai pour les filles, elles arriveraient vendredi matin, on irait tous à Saint-Barth samedi matin, je les laisserai là-bas et je rentrerai sur l'île samedi soir. »

Secrets de voisinage

Saint-Barth est aussi le théâtre de petits arrangements. En 2015, Karyna Shuliak, dernière compagne connue de Jeffrey Epstein, n'est pas certaine que ses papiers soient en règle pour s'y rendre. Coup de pouce d'Antoine Verglas: son ami Emmanuel Aim, propriétaire d'un hôtel sur l'île (qui n'a pas répondu au « Canard »), est prié de rédiger à son attention une fausse attestation d'hébergement pour la période du 15 octobre au 3 novembre afin de lui faciliter l'obtention d'un visa. En guise de remerciement, Epstein envoie au photographe une caisse de très bon vin. Plaisir d'offrir...



Les deux hommes sont assez proches pour que Verglas lui demande de « mentorer » son fils, Julien, âgé de 20 ans, lequel n'a pas répondu au Volatile. « Il a deux passions, le kitesurf et le trading d'actions, s'il pouvait le voir pour le guider ou le conseiller », plaide le photographe auprès de l'assistante d'Epstein, Lesley Groff.

Le New-Yorkais pouvait-il ignorer la condamnation du multimillionnaire, en 2008, pour sollicitation de prostitution et incitation à la prostitution de mineurs?

L'affaire Epstein n'est pas à un cliché près.

Jérôme Canard

Jeffrey or not

PAULA HEIL FISHER, qui avait permis à son ex-conjoint, le chef d'orchestre Frédéric Chaslin (« Le Canard », 11/2), de faire la connaissance de Jeffrey Epstein, avait rencontré ce dernier dans les années 1980, alors qu'elle travaillait pour Bear Stearns, une société de courtage. En 2003, « Vanity Fair » la présentait comme l'une des « petites amies de longue date » du pédocriminel.

Avant de devenir librettiste d'opéra, Paula Heil Fisher a aussi été productrice de cinéma. Elle avait notamment participé, en 1995, au film « Jeffrey », une comédie romantique mettant en scène un homosexuel qui, face à la menace du sida, décide de renoncer à jamais au sexe.

Pas le même Jeffrey, de toute évidence...

E. Sa.

Des lendemains pas si rayonnants pour l'énergie française

APRÈS presque trois ans de retard et de reculades, le gouvernement, qui a enfin dégainé sa programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) pour les dix prochaines années, n'a pas été déçu de l'accueil. Une partie de l'opposition lui a promis une motion de censure pour fêter ça! Il est vrai que cette PPE souffre de deux infimes défauts. Un, elle ne sera pas discutée au Parlement mais sera imposée sous forme de décret et, deux, elle n'est accompagnée d'aucun chiffrage! D'où la question sur toutes les lèvres: où Lecomru trouve-t-il toute cette énergie et, surtout, comment la finance-t-il?

Marine Le Pen s'est risquée à une évaluation – parfaitement « bidon », comme l'a souligné Maud Bregeon, la porte-parole du gouvernement – du programme: 300 milliards d'euros. Un fourre-tout obtenu en mélangeant investissements, charges déjà programmées et dépenses de fonctionnement.

Roland Lescure, le ministre de l'Economie, qui a réagi par un « n'importe quoi » dédaigneux, laisse entendre que ce sera beaucoup moins. Il affirme aussi que le programme n'aura pas d'incidence sur la « facture des Français ». Ni sur leur feuille d'impôt? Lescure semble lui aussi fâché avec les chiffres. Ainsi, dans le document de présentation de la PPE, il évalue les six prochains réacteurs nucléaires EPR2, dont la future construction est confirmée, à 51,7 milliards d'euros. Sauf que ce chiffre date de 2021 et que, fin 2023, la Cour des comptes l'a relevé à 67,4 milliards – une paille. Pourvu que la facture ne suive pas l'exemple de Flamantville – sept fois le devis initial!

Sur la question de l'avenir des EPR, les lepénistes, pourtant nucléaristes, se distinguent. A l'Assemblée, le député Maxime Amblard a suggéré d'acheter plutôt nos réacteurs aux Etats-Unis ou en Corée. Son collègue Jean-Philippe Tanguy, président délégué du RN, a fait pour sa part remarquer que les futurs EPR « produiraient de l'électricité au double du prix pratiqué par les centrales chinoises » (« Le Parisien », 12/2). Suivez son regard...

Le renard et la tortue

Sans négliger les énergies renouvelables (deux nouveaux parcs éoliens maritimes sont en projet), la nouvelle PPE mise d'abord sur l'énergie atomique. La France fait ainsi figure d'exception mondiale... Paru à la fin de 2025, le « World Nuclear Industry Status Report » (WNISR), rapport d'experts coordonné par Mylce Schneider et alimenté par les chiffres de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le rappelle: pour la 29^e année d'affilée, la part de l'électricité produite dans le monde par le nucléaire est en baisse: 9 % en 2025, contre 17,5 % en 1996. En France, elle représente encore 67 %, mais, aux Etats-Unis, qui possèdent pourtant la première flotte mondiale de centrales atomiques, elle n'est plus que de 18 %, et, en Chine, de 4,5 %.

Parallèlement, les énergies renouvelables explosent, si l'on ose dire. La seule électricité photovoltaïque vient de dépasser celle que produit l'uranium. L'éolienne l'avait devancé il y a longtemps. En 2025,

dans le monde, les investissements liés aux renouvelables (728 milliards de dollars) se sont révélés 21 fois supérieurs à ceux liés au nucléaire. Et la capacité de production des premières a augmenté 105 fois plus vite que celle du second! Alors que les capacités atomiques avancent à la vitesse d'une tortue (0,5 km/h – au sprint!), celles du vent et du soleil galopent au rythme d'un renard (50 km/h). Une vraie fable de La Fontaine.

Si la PPE française ne fait pas une plus grande place à ces énergies inépuisables, c'est à cause du poids du nucléaire mais aussi parce que leur caractère intermittent (pas d'électron sans au moins une brise ou un rayon de soleil) rend aléatoire leur admission dans les réseaux électriques. C'est également parce que cette programmation, théoriquement tournée vers l'avenir, fait largement l'impasse sur le stockage du courant via les batteries stationnaires (fixes), un système qui rend beaucoup plus pilotable l'énergie issue du photovoltaïque ou des moulins à vent.

Or il est en pleine révolution: selon la banque Goldman Sachs, en 2025, le coût de production des batteries automobiles a baissé de 30 % par rapport à l'année d'avant, et celui des stationnaires de 40 %!

Parier sur des EPR2 hors de prix qui n'entreront pas en service avant 2038 ou 2040, au début d'une décennie qui pourrait connaître une explosion de la demande (IA, tournant climatique), voilà qui est audacieux. Mais puisque Bercy assure que les factures ne vont pas surchauffer...

Jean-François Julliard



La préfète du Rhône fait tourner les sans-abri

ADÉFAUT de réussir à entrer par la porte, essayer la fenêtre... C'est la stratégie adoptée par la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur un sujet qui ne prête guère à sourire: l'hébergement d'urgence des sans-abri et des personnes vulnérables. L'an passé, son expérimentation visant à améliorer la « fluidité » de l'accueil avait été stoppée en urgence. Mais Fabienne Buccio, connue pour avoir supervisé, il y a dix ans, l'évacuation de la jungle de Calais, revient à la charge avec le même objectif: faire tourner les places plus vite. Une façon comme une autre de cacher la misère – au mépris des limites légales.

En février 2025, l'administration lyonnaise durcit les critères de prise en charge. La durée moyenne des séjours (quarante-quatre mois) est jugée trop longue, alors même

que le dispositif est saturé et que les dépenses ne cessent d'augmenter (117 millions d'euros pour 8400 places en 2024). Tollé des associations, habituées jusque-là à travailler en bonne intelligence avec l'Etat: elles rappellent que la loi interdit les sorties sèches, comme celles envisagées par la préfecture.

“Merci d'avoir osé”

Quinze jours plus tard, à l'Assemblée, François Rebsamen, le ministre de l'Aménagement du territoire, s'offre un rétro pédalage de toute beauté: le projet est arrêté. Sauf qu'une semaine plus tard il est lui-même désavoué par... Emmanuel Macron, qui, en remettant la Légion d'honneur à Buccio à l'Elysée, lui glisse: « Merci d'avoir osé. »

A l'automne, forte de ce soutien, la préfète retente sa chance avec une stratégie plus discrète mais tout aussi contestable.

La Cour des comptes se paie l'AGS

POUR la première fois, la Cour des comptes va rendre public un rapport sur l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés (AGS). Dirigée par le Medef, celle-ci joue pourtant un rôle essentiel d'amortisseur social: elle pilote le régime de garantie permettant aux salariés d'entreprises en liquidation d'être payés même si leur boîte se retrouve sans un kopeck. Tombées dans le bec du « Canard », les « observations définitives » des exercices 2018-2024 dressées par la Cour, valent le détour.

Question finances, par exemple, le pilotage à vue est de mise. Les recettes du régime de garantie dépendent d'une cotisation versée par les entreprises, dont le taux varie selon le climat économique. La Cour s'étonne que l'AGS n'ait pas jugé bon de l'augmenter légèrement fin 2022, alors qu'elle « était en mesure de savoir qu'un taux inchangé allait fortement dégrader les comptes ». Résultat, une perte historique de 231,5 millions fin 2023, et une cotisation passée de 0,15 % à 0,25 % de la masse salariale en 2024 pour redresser le navire.

En revanche, la Cour se satisfait de la fin d'un système de relations privilégiées avec certains mandataires judiciaires – ces professionnels désignés par les tribunaux pour administrer les boîtes en déconfiture. « Des pratiques insuffisamment cadrées et porteuses de risques [auxquelles] il [est] justifié de mettre fin », estiment les magistrats.

Le Medef, qui avait délégué la gestion concrète de l'AGS à l'Unédic jusqu'en 2023, l'a récupéré début 2024. Les neuf recommandations émises par les magistrats de la Rue Cambon le concernent donc. Il aura à cœur, notamment, d'« analyser les causes des disparités des rémunérations entre les femmes et les hommes cadres (qui gagnent 9 % de plus) et à y mettre fin ».

Enfin, pour éviter toute gestion en accordéon, la Cour invite l'AGS à envisager « des mesures limitant la garantie offerte aux salariés » – une idée promise à un grand succès, à l'heure où les fermetures de taules se multiplient...

Agnès Laurent

David Rousset



Les parlementaires piqués au cadmium

ATTENDRE mille ans pour interdire des engrais toxiques? C'est l'une des idées lumineuses défendue par des députés de droite afin de dézinguer un projet de loi visant à lutter contre le cadmium dans l'alimentation. Etude après étude, pourtant, les dangers de ce métal sur la santé humaine sont de plus en plus avérés. Le 12 février, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a une nouvelle fois tiré la sonnette d'alarme sur sa présence fâcheuse dans nos assiettes. On le trouve en trop grande quantité dans « le pain et les

autres produits à base de blé comme les pâtes, les viennoiseries, pâtisseries, gâteaux et biscuits, les pommes de terre et les légumes ». Or le cadmium est classé cancérigène depuis 1993 et suspecté de dégrader la reproduction ou d'entraîner une fragilité osseuse.

Fous à Liot

Pour atténuer son impact, l'Anses recommande donc de bannir des cultures les engrais contenant une trop grande quantité de cet élément toxique. C'est à peu près le sens de la proposition de loi (PPL) du député écologiste Benoît Biteau, qui voulait inter-

dire les engrais phosphatés contenant du cadmium dès le 1^{er} janvier 2027. Inscrite à l'ordre du jour le 12 février à l'Assemblée, la PPL s'est pris un tir de barrage avant même d'être présentée en séance publique. Conséquence: la loi est reportée aux calendes grecques. Du RN aux macronistes, ses opposants ont jugé cette interdiction « disproportionnée », à l'image des députés du groupe Liot (indépendants), qui ont présenté un amendement repoussant l'interdiction au... 1^{er} janvier 3027. De quoi laisser le temps aux agriculteurs récalcitrants de s'organiser!

Yann Voldoire

ZigZag

JUPITERMINUS

Alerte, on a rétréci Jupiter! Selon des chercheurs, qui se fondent sur des données transmises par la sonde Juno, son diamètre « est plus petit de 8 km à l'équateur et de 24 km aux pôles par rapport aux précédentes mesures », qui remontent aux années 1970 (« Le Monde », 11/2).

Une perte qui reste toutefois bien moins importante que celle d'un autre Jupiter, dont la cote de popularité est passée en neuf ans de plus de 50 % à moins de 20 % !

LE CRÉATEUR DES KAPLA EST MORT



MÉDAILLE D'ORGASME

Moins de 10 000 préservatifs ont été distribués aux 2 900 athlètes des JO d'hiver de Milan-Cortina, soit à peu près 3 par personne, pour toute la durée des Jeux. Conséquence, selon un sportif italien cité par « La Stampa » (12/2), « les stocks ont été épuisés en seulement trois jours, on nous a promis que d'autres allaient arriver, mais on ne sait pas quand ».

Il n'y a pas qu'en France que l'organisation des JO d'hiver capote!

CHAUMONT ET MERVEILLES

Réaction de Cyrille Vedrenne, tête de liste RN à la mairie de Chaumont (Haute-Marne), lorsque le journal local « l'AF-franchi » (13/2) a fait état d'une plainte déposée contre lui pour des faits allégués de « violence volontaire sur mineur » : le candidat lepéniste, qui conteste l'existence même de cette plainte, a divulgué sur Facebook l'adresse personnelle du journaliste auteur de l'article... Une invitation directe au règlement de comptes ? En tout cas, une pratique interdite par la loi. Sous la pression d'internautes outrés, Vedrenne a fini par retirer l'adresse du journaliste au bout d'une demi-journée.

Des méthodes qui sont de bon augure pour la mandature dudit Vedrenne, s'il est élu.

DRÔLES DE ZIGS

FLAVIO BOLSONARO, fils de l'ex-président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro, nie toute implication de son père dans la tentative de coup d'Etat menée à Brasilia le 8 janvier 2023 (le « JDD », 15/2) : « Une fois le verdict des urnes (sic), mon père a aussitôt appelé au calme. Il a opté pour une transition sereine avec son successeur. »

Tellement sereine que papa Bolso a refusé de participer à la passation des pouvoirs et qu'il a fui aux Etats-Unis deux jours avant la fin de son mandat...

La première association de dialyse en Ile-de-France fait profit bas

DANS LE MONDE de la dialyse, les profits, en principe, coulent à flots. C'est pourquoi, depuis le 2 janvier, date à laquelle l'Association pour l'utilisation du rein artificiel (Aura) a été placée en redressement judiciaire malgré son financement par la Sécu à hauteur de 70 millions d'euros annuels, l'agence régionale de santé d'Ile-de-France et Bercy cherchent à comprendre le pourquoi de la faillite. D'autant que ce réseau de soins prend en charge 37 % des malades dialysés en Ile-de-France – soit 1 100 patients par an!

« C'est un cumul de mauvaises décisions et d'intérêts individuels qui a conduit à cette situation », assurent deux anciens dirigeants. Et quels intérêts... Les salaires des patrons de l'Association font grimper la pression artérielle : en 2025, 180 000 euros brut annuels pour le « faisant fonction de directeur général », ou encore 150 000 euros pour le directeur des systèmes d'information. On ne se refuse rein ! Bilan des courses : un résultat 2025 déficitaire de 17 millions d'euros, alors que l'activité progresse de 1,6 %.

La folie des grandeurs ne s'arrête pas là. En 2024, l'ancien directeur général a signé l'achat d'un immeuble dans le XIII^e arrondissement de Paris pour la modique somme de 8 millions d'euros... sans s'être assuré de la disponibilité des fonds nécessaires à sa rénovation. Mieux : des travaux de surélévation étaient prévus pour 16 millions, là aussi sans financement. Le bâtiment est donc inexploité depuis un an et demi. Sur l'un des sites de dialyse situé dans le XIV^e arrondissement, un chantier a été lancé en 2024 pour créer deux étages supplémentaires, tandis que les soins continuaient d'être assu-

rés aux niveaux inférieurs. A la clé ? Des contaminations fongiques de l'air ambiant. Pour un insuffisant rénal, rien de tel que de risquer des problèmes respiratoires.

Ca tousse aussi à Bercy... Le ministère de l'Economie a demandé un plan de redressement à l'Aura, qui lui a fourni des chiffres peu satisfaisants. Selon un mail du 30 janvier, même avec le gel des dettes, l'association continue de perdre 400 000 euros par mois de trésorerie.

Et mieux vaut garder son sang-froid. Dans un mail du 29 janvier, une salariée s'inquiète d'avoir reçu les félicitations de son président, car, écrit-elle, « aux compliments succèdent les évictions ». Et d'évoquer six collègues remerciés en quelques semaines. Parmi les virés, un directeur général par intérim assurant à la justice qu'il lui a été « ordonné de réunir des éléments permettant d'évincer quatre collaborateurs, non pas pour des fautes avérées mais sur la base de simples soupçons quant à leur loyauté envers l'ancienne direction ».

Un énème soignant a connu le même sort. Fin 2025, il s'inquiète de maltraitements infligés aux patients à cause du turnover d'infirmiers. Conséquences : les protocoles d'hygiène en salle de dialyse ne seraient pas respectés, des paramédicaux piqueraient la nourriture aux dialysés et garderaient leurs écouteurs, ignorant, de fait, les cris de douleur des malades. A la suite de cet épisode, l'importun a été licencié. Le président et la directrice n'ont pas répondu au « Canard » et ont démissionné le 17 février.

Pour garder son Aura, des reins solides sont nécessaires.

Cathéter à terre

Fanny Ruz-Guindos et Louise Colvert

Sous les pavés, la rage

La fronde actuelle à l'Ecole alsacienne permet aux alumni et aux parents d'élèves – des VIP de tout poil – de se pousser du col.

ÇA NE S'ARRANGE pas à l'Ecole alsacienne. La semaine dernière, « Le Canard » (11/2) racontait comment deux camps opposés de parents d'élèves au sein de ce temple de l'élitisme parisien étaient sur le point de rejouer Mai-68. Nous y sommes : ils s'envoient désormais des pavés – au sens littéraire du terme. Le Palmipède a consulté cette correspondance numérique de haut vol, qui illustre l'entre-soi parfait dans lequel baigne la communauté de l'Alsa.

Petit rappel du contexte : depuis qu'un nouveau directeur, actuellement en poste au lycée Condorcet de Sydney, a été élu à une large majorité du conseil d'administration (CA) pour prendre la tête de l'établissement privé sous contrat à la rentrée prochaine, une partie des parents, furieux que le candidat maison (Brice Parent, directeur adjoint de l'école) n'ait pas été choisi, crient à l'élection volée. A quand l'invasion du Capitole ?

Cette guéguerre interne a atteint un point culminant avec le licenciement du directeur, Pierre de Panafieu, au motif qu'il faisait partie des frondeurs.

C'est ainsi que débute la correspondance entre les deux camps : « L'indignité. L'arme nucléaire vient d'être lâchée sur notre école. Ce vendredi 23 janvier, Pierre de Panafieu, son directeur depuis vingt-cinq ans, a reçu par huissier une convocation à un entretien préalable en vue de son licenciement (...) Nous en sommes horrifiés et révoltés (...) Indignez-vous ! »

La liste des signataires de ce courriel – alumni, parents d'élèves ou d'anciens élèves – ressemble à l'annuaire du « Who's Who ». On y trouve Patrick Modiano, Prix Nobel de littérature, et Laurent Gaudé, Prix Goncourt. Et aussi Pierre Moscovici, premier président honoraire de la Cour des comptes, Vincent Peillon, ancien ministre de l'Educa-



Le PNF va-t-il désherber la FNSEA ?

DANS les champs feutrés du monde agricole, l'argent public ne pousse pas toujours là où on l'attend. Une association anti-corruption, Ethicpol, basée à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), a décidé de sortir le désherbant et de saisir le Parquet national financier (PNF). En cause : l'usage persistant de subventions publiques, au profit de syndicats agricoles, par le réseau des chambres d'agriculture, pourtant sévèrement épinglé par la Cour des comptes

dans un récent rapport (« Le Canard », 8/10/25).

Les chambres d'agriculture, chargées d'une mission de service public, ne sont pas censées servir les intérêts particuliers desdits syndicats, et, pourtant, malgré les rappels à l'ordre répétés de l'Etat, ce sport national s'est développé comme jamais ces dix dernières années. Sans que les préfectures ouvrent les yeux...

Le blé dure

En Vendée, la FDSEA touche chaque année 66 300 euros pour une aimable mission « de veille et d'écoute » soigneusement reconduite à l'identique, sans trop s'embarrasser des obligations de transparence pourtant imposées au-delà de 23 000 euros. Autre exemple : en Ile-de-France, les Jeunes Agriculteurs ont bénéficié de plus de 54 000 euros, mélangeant allègrement mission de service public et financement d'une fête syndicale. En Occitanie, des subsides, plus modestes mais bien réels, ont servi à financer des congrès syndicaux, avant que la pratique soit opportunément abandonnée...

Ce genre de largesses a déjà conduit à des condamnations devant la Cour de discipline budgétaire et financière. Mais, les habitudes ayant la vie dure, le PNF a, cette fois, décidé de se pencher sur la question. D'après des sources judiciaires, il est en train d'analyser la plainte d'Ethicpol.

Les moissons pourraient être florissantes! J. C.

12 pages envoyée le 11 février, il accuse le CA : « Vous avez commis l'irréparable et vous le savez (...) Comment un prétendu président de conseil d'administration, que personne ne connaît, peut-il licencier en quelques minutes un directeur emblématique ? »

Avant d'énumérer tous ses soutiens : « Faut-il rappeler que vous avez été officiellement et officieusement informés, alertés, voire suppliés par de nombreuses personnes que "ça ne se fait pas" ? Laurent Gaudé, Philippe Meyer, Pierre Moscovici, Gabriel Attal, Elisabeth Guigou, Vincent Peillon, Pap Ndiaye, Jul, et des centaines d'autres qui sont l'âme de l'Ecole alsacienne vous ont implorés de ne pas agir ainsi. » Et Emmanuel Macron ? Il avait poney ?

Clara Bamberger

Liberté de la pression

Le cyberharcèlement n'est que l'une des 19 manières d'entraver le travail des médias recensées par l'Observatoire français des atteintes à la liberté de la presse (Ofalp) dans son tout premier rapport, rendu public le 18 février. Avec des moyens modestes, cette association, qui regroupe des journalistes et des citoyens, a collecté, vérifié et retenu 91 faits pour l'année 2024. « La partie émergée de l'iceberg », admet la journaliste Lucile Berland, l'une des cofondatrices de l'Ofalp.

Les attaques les plus courantes sont les « atteintes à l'intégrité physique et morale » (48 cas), avec un succès tout particulier pour les « menaces, intimidations, injures, diffamation et harcèlement » (26 cas), suivis par le harcèlement en ligne (14 cas) et les

« restrictions d'accès à un lieu ou à un événement d'intérêt public » (11 cas).

Surprise : 41 % des auteurs d'atteintes sont des « acteurs publics ou des représentants de l'Etat » ! Les forces de l'ordre, dans 14 cas, mais aussi des parlementaires élus, dont 7 sur 8 roulent pour l'extrême droite. Le RN brille dans toutes les catégories : intimidations et menaces, médias interdits à des événements publics, reporters molestés pendant un meeting... Ça mériterait presque un prix spécial du jury ! Pressions judiciaires, procédures-bâillons, gardes à vue abusives et pressions des annonceurs ou de la direction sont d'autres armes figurant dans la panoplie des empêcheurs d'enquêter en rond.

Quelle créativité! J. C.

DRÔLES DE ZIGS

THOMAS POUSSIER, supérieur du séminaire d'Aix-en-Provence, garde la tête froide face à l'afflux de nouveaux baptisés qui souhaitent devenir prêtres (« La Croix », 12/2) : « Ils arrivent tout feu, tout flamme, et sont prêts à donner leur chemise pour l'Eglise. Il faut être très respectueux de leur chemin de foi, ils ne sont pas de la chair fraîche. »

Par les temps qui courent, il faudrait aussi vérifier qu'ils ne sont pas à la recherche de chair fraîche...

THOMAS K. HUBBARD, ex-professeur à l'université du Texas (Etats-Unis), fait partie des intellectuels figurant dans les « Epstein Files » (« The Daily Texan », 10/2). En 2016, l'historien a demandé 10 000 dollars à la Fondation Epstein pour financer une conférence intitulée... « Théoriser le consentement : perspectives éducatives et juridiques relatives au viol sur les campus ». Las, Epstein ne lui a pas versé un centime.

Il aurait peut-être eu plus de succès avec un sujet sur le viol dans les îles des Caraïbes.

LUCAS PINHEIRO BRAATHEN, skieur brésilien de 25 ans né à Oslo (Norvège), est devenu le premier athlète sud-américain de l'Histoire à remporter une médaille d'or aux JO d'hiver. Après sa victoire, il a déclaré à la télé brésilienne : « Ça peut être une source d'inspiration pour la prochaine génération (...). J'ai skié avec la force brésilienne dans le cœur. »

Bientôt un tire-fesses sur le Pain de Sucre de Rio ?



ROBERT F. KENNEDY JR, le ministre américain de la Santé, a fait une de ces sorties dont il a le secret dans le podcast de Theo Von (12/2), suivi par plus de 4 millions d'abonnés. Invité à expliquer pourquoi il avait continué d'assister à des réunions pendant l'épidémie de Covid, il a répondu : « Je n'ai pas peur des microbes... J'avais l'habitude de sniffer de la cocaïne sur la lunette des toilettes. »

Quel personnage inspirant!

KRISTIN CABOT, ex-DRH de la société américaine Astronomer, avait dû quitter son poste après avoir été filmée en direct avec son amant et patron lors d'un concert du groupe Coldplay en juillet 2025. Pour se refaire, elle va donner en avril une conférence de trente minutes intitulée « Reprendre le contrôle du récit » (« #1info.fr », 15/2). Tarif d'entrée : 800 euros.

C'est surtout le contrôle de son porte-monnaie qu'elle compte reprendre!



Poison pané

C'EST l'un des plats les plus servis à la cantochne. Le poisson pané, qui contient souvent plus de chapelure, de flotte, de sucres et autres additifs que de poisson, est aussi un cauchemar pour les nutritionnistes. Et c'est là qu'un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses) nous révèle qu'il est, en prime, farci au mercure.

Pour la troisième fois en vingt ans, l'Anses a passé au crible les habitudes alimentaires des Français pour mesurer leur exposition à six cochonneries chimiques, dont le méthylmercure, la forme la plus toxique de mercure. Résultat : chez les gamins, les fameuses briques croustillantes de colin sont la principale source de contamination au méthylmercure.

D'après les calculs de l'Agence, les poissons panés apportent à eux seuls 15 % de ce méchant neurotoxique. Un brin embêtant, vu qu'un peu plus de 1 million de petits Français ingurgitent du méthylmercure au-delà de la « valeur toxicologique de référence », comprenez la quantité maximale à ne pas dépasser si on ne veut pas esquinter sa santé à long terme. Rappelons que cette joyeuseté chimique altère les capacités d'apprentissage, de mémoire et d'attention, et fiche la pagaille dans la coordination motrice.

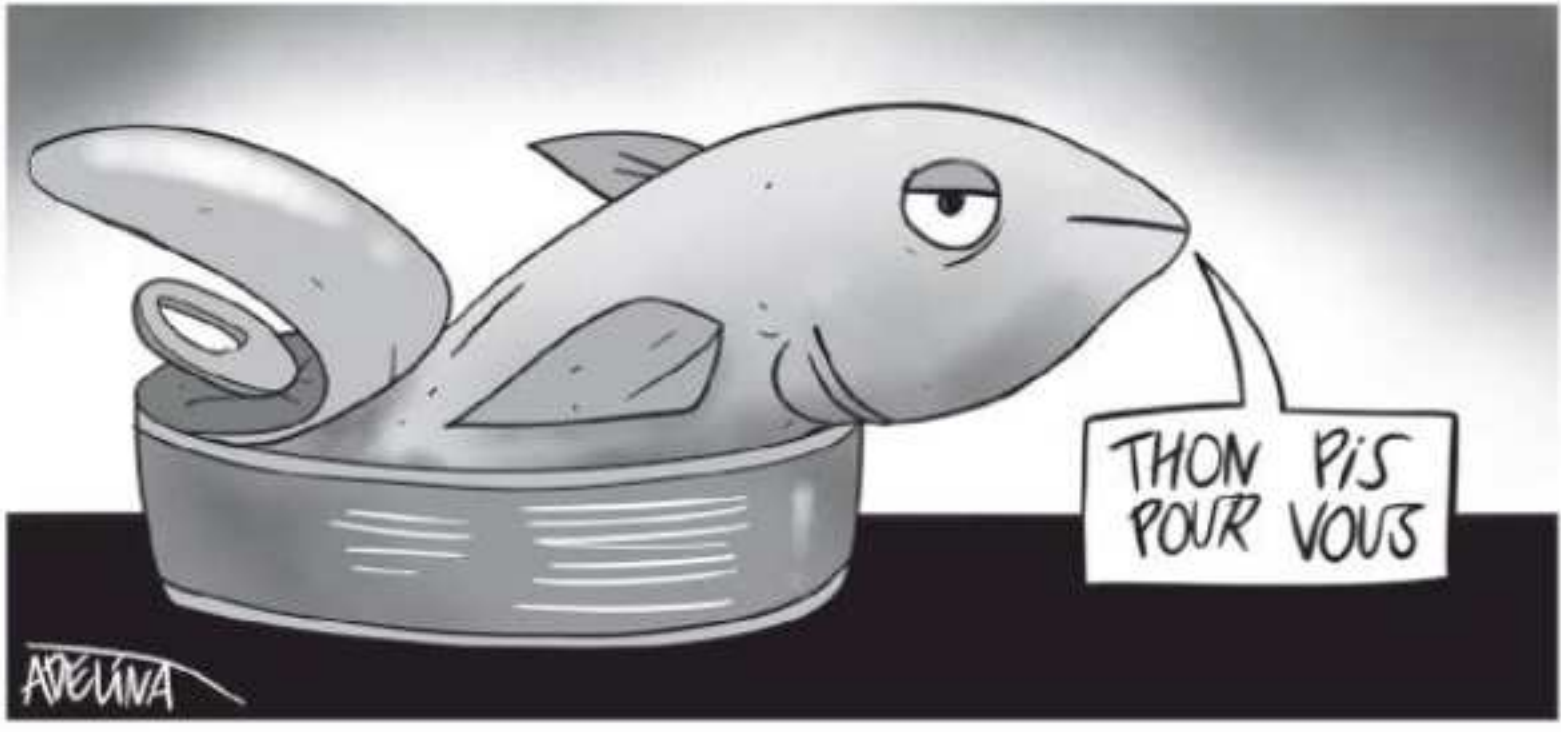
Les dernières études sur sa dangerosité ont d'ailleurs poussé l'Anses à diviser par deux la valeur toxicologique de référence. Mauvaise pêche aussi avec le cabillaud. Le poisson préféré des Fran-

çais, avec plus de 200 000 tonnes avalées chaque année, est, aux rayons poissonnerie et plats préparés, le premier contributeur en méthylmercure, à hauteur de 23 %, chez les adultes. Encore une grosse arête, puisque 2 millions d'entre eux consomment plus que la valeur toxicologique de référence.

Et que dire du thon en conserve, dont nous mangeons peu ou prou 64 000 tonnes par an ? La puissante industrie thonière a décroché une valeur limite de contamination trois fois plus haute pour le thon frais que pour les autres poissons. Mieux encore, les boîtes de conserve ne sont assujetties à aucune teneur maximale, alors que l'opération de cuisson multiplie par deux ou trois la densité de méthylmercure dans la chair.

L'association Bloom, qui réclame la fin de cette étonnante dérogation, a convaincu la Commission européenne de remettre le couvert sur le sujet. L'ONG aurait bien aimé connaître la position de la France dans ces pourparlers entre Etats membres prévus pour durer au moins trois ans, mais le ministère de l'Agriculture, très attaché aux intérêts de notre flotte thonière, l'a envoyée bouler.

Pourquoi tu tousses, thon-thon ?



Plouf!

A bas les assuro-négatifs !

LES assureurs voient tout en noir. Pire que les écolo-négatifs. Un rapport de la CCR, la Caisse centrale de réassurance, vient de sortir. Il affirme que plus de la moitié des maisons françaises, soit 12 millions de constructions, risquent d'être abîmées par les sécheresses à venir. A cause du phénomène dit « de retrait-gonflement des argiles ». Voilà une expression qui a commencé à faire fortune, et ce n'est qu'un début. Entre eux, les assureurs disent déjà « le RGA ». Gardons « retrait-gonflement », c'est plus rigolo.

Quand il pleut, les argiles gonflent. Quand il fait sec, les argiles se rétractent. Les variations peuvent aller jusqu'à plus ou moins 10 %. Les maisons construites au-dessus d'un sol argileux en train de subir des retraits-gonflements à répétition finissent par se fissurer. Or « les pavillons construits entre la fin de la

Seconde Guerre mondiale et la fin des années 1980 ont pour la plupart des fondations insuffisantes pour supporter la multiplication des périodes de sécheresse », dit l'assureur Cyrille Chartier-Kastler (« Le Figaro », 14/2).

Et ont des chances de se transformer bientôt en très spectaculaires passeroires thermiques...

En 2020, les « retraits-gonflements » touchaient déjà 48 % du territoire. L'an dernier, 55 %. Ça va vite.

Et ça coûte bonbon. Créé en 1982, déficitaire depuis 2016, le régime CatNat (catastrophe naturelle) public-privé est, de loin, plombé en premier par les retraits-gonflements. Leurs victimes se partagent déjà plus de la moitié des indemnisations (dont le total varie beaucoup d'une année sur l'autre, avec pour record les 3,5 milliards dus à la sécheresse de 2022). Le retrait-gonflement coûte bien plus que les inondations, cyclones et tremblements de terre. Pour renflouer ce régime, devinez ce que veulent les assuro-négatifs : augmenter les primes de ceux qui vivent dans les zones à risque, évidemment. Donc de la moitié des propriétaires.

Pour se couvrir encore plus, les assureurs recommandent

aux politiques une mesure de prudence. Pour l'instant, le régime des CatNat ne prend pas en compte l'érosion côtière, les tornades, tempêtes, chutes de grêle, de neige, et la foudre. Or le dérèglement climatique va multiplier ces désastres. Surtout, conseillent les assureurs, ne classez pas comme CatNat ces légers inconvénients...

Autre mesure de précaution : retarder la parution de la première carte de France des zones où les particuliers (et même des communes : 900 sont concernées) n'arrivent plus à s'assurer, plus aucun assuro-négatif ne voulant en prendre le risque. Elaborée par l'Observatoire de l'assurabilité, cette carte croupit dans un tiroir depuis mars 2025. Elle ne sortira qu'après les municipales (« Les Echos », 13/2). Surtout, évitons ce débat.

Après tout, Trump ne vient-il pas d'abroger toute limitation d'émissions de gaz à effet de serre ? Soyons po-si-tifs!

Jean-Luc Porquet

Le Mystérieux Regard du flamant rose

(Trans... parent)

A TOUT juste 30 ans, le Chilien Diego Céspedes a décroché à Cannes, avec ce premier long-métrage, le prix Un certain regard, qui équivaut à la Palme d'or dans sa sélection. Une vraie découverte, tant son film est inclassable, entre western, cinéma fantastique mais aussi influence d'Almodóvar... Au début des années 1980, en plein désert, dans le nord du Chili, une gamine de 11 ans est élevée dans un cabaret de transsexuels, que les ouvriers des mines de cuivre alentours surnomment « les pestiférés ». Abandonnée sur place lorsqu'elle était petite, Lidia s'est trouvée une mère de substitution en la personne du « Flamant rose », un travesti tendre et sublime dont la beauté et la danse fascinent certains. Une nuit, un voisin, fou d'amour mais aussi de honte, le tue, tandis que se répand un mal mystérieux dont la rumeur dit qu'il se transmet au premier regard...

Dès lors, le film de Céspedes est une chronique de la vengeance et de ses limites, qui montre la vision portée sur la communauté homosexuelle en ces années cruciales. C'est aussi un film magnifique sur la liberté, l'insolence de la vie en marge, l'attraction et la haine qu'elle peut susciter. Il célèbre



ce monde de déguisement, de maquillage outrancier, d'escarpins à talons vertigineux, de perruques et de faux cils, où les larmes et le fou rire ne sont jamais bien loin. Et il montre cette malédiction qui vient, ces taches sombres sur les corps avant la terrible agonie... Le mot « sida » n'est jamais prononcé. Il y en a qui, à 30 ans seulement, ont tout compris.

Anne-Sophie Mercier

Les films qu'on peut voir cette semaine

Marty Supreme

Dans les années 1950, un joueur de ping-pong juif du Lower East Side, à New York, est prêt à tout pour lancer sa carrière internationale : braquer le magasin de son oncle, escroquer des parieurs, retrouver le chien chéri d'un mafieux, mais aussi séduire une belle actrice du muet, quitte à délaisser son amie enceinte...

L'ascension d'un jeune homme survolté et sûr de lui : dans ce rôle qui, de son aveu, met en abyme sa carrière, Timothée Chalamet se voit déjà en haut de l'affiche des Oscars. De là à être dupe de son numéro d'acteur à haute performance ajoutée... gare au battage qui survend la peau de l'ours ! Le style du réalisateur Josh Safdie, qui mène son héros tambour battant, ne lui laisse pas une minute pour souffler, réfléchir, dialoguer à tête reposée. Il faut en faire (et en montrer) toujours plus ! On prend presque davantage de plaisir avec les seconds rôles, de Gwyneth Paltrow à Abel Ferrara. - D. F.

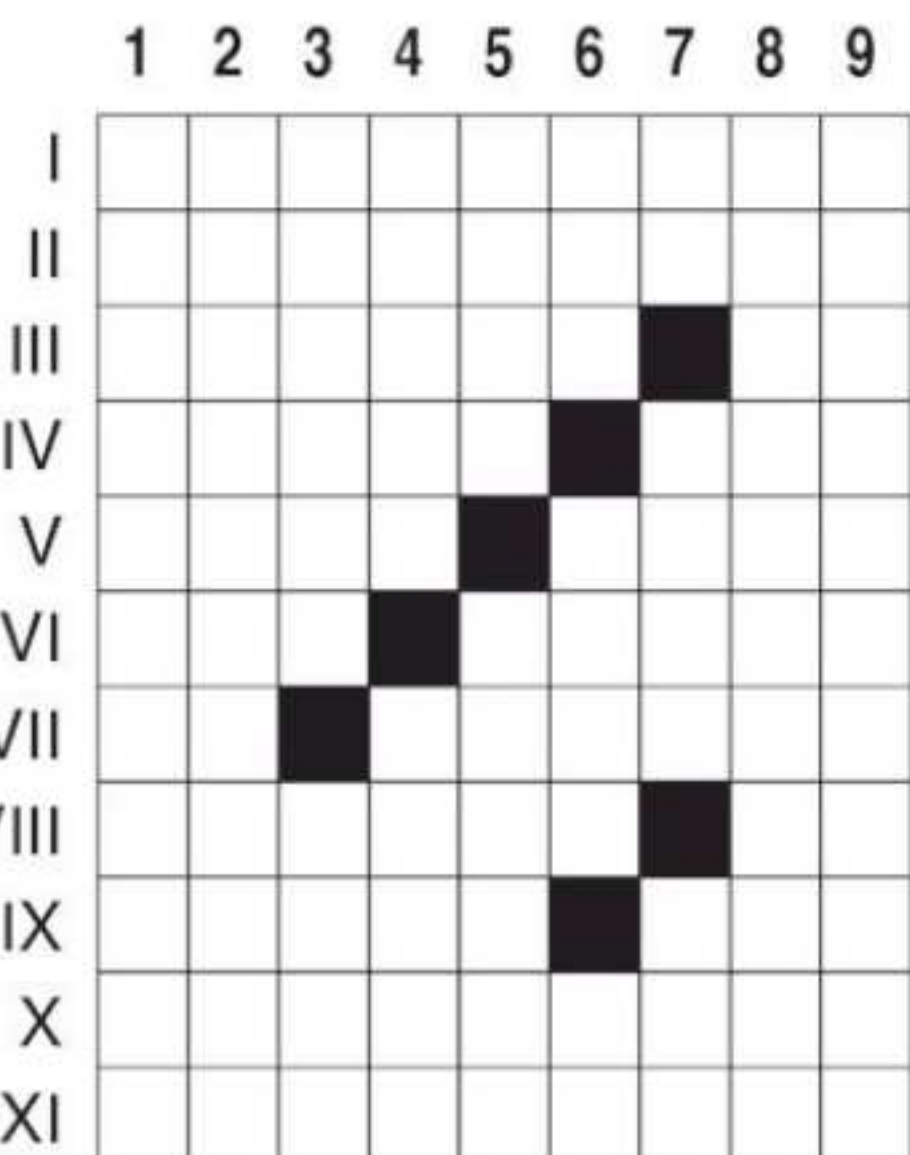
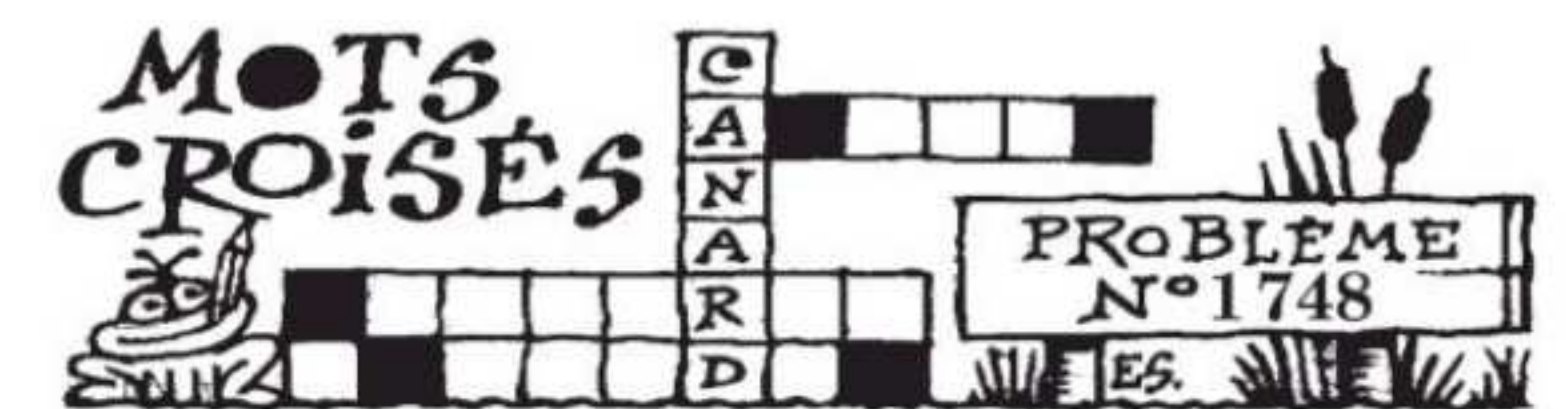
Coutures

En pleine Fashion Week, à Paris, une réalisatrice américaine en vogue vient tourner un clip pour une maison de haute couture quand elle apprend qu'elle a un cancer du sein. Une mannequin débutante du Soudan du Sud découvre ce monde sans pitié, elle-même prise sous son aile par une maquilleuse qui rêve d'écrire.

Trois regards de femme se croisent et tissent des liens invisibles pour mieux dessiner le monde de la mode, ses cruautés et ses beautés... Dans ce film très personnel, comme cousu main, d'Alice Winocour, Angelina Jolie brille de ses grands yeux gris-vert dans un rôle subtilement interprété, en français s'il vous plaît, qui fait écho à ce qu'elle a vécu dans sa chair. Son duo avec Louis Garrel est évocateur. - D. F.

Maigret et le mort amoureux

Pascal Bonitzer signe ici un film classique dans sa mise en scène mais échappe à l'accusation d'académisme grâce au choix de Denis Podalydès



HORIZONTALEMENT
I. Mises en examen. - II. Du genre gothique. - III. Bois. Secret dans le milieu. - IV. Sa pilule est amère. Ivre de télé ? - V. Où « Le Canard enchaîné » est à l'appel. Un vrai clown. - VI. On y fête la Bénichon de partout. Chacun

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1747

HORIZONTALEMENT
I. CAMERAMAN. - II. AMABILITE. - III. PERES. BTU. - IV. IRONISAIT. - V. TITI. OSER. - VI. AC. ELU. DA. - VII. LABRE. NIL. - VIII. INES. BARI. - IX. SIR. EANES. - X. ESCORTANT. - XI. REARGENTE.

VERTICALEMENT
1. CAPITALISER. - 2. AMERICANISER. - 3. MAROT. BERCA. - 4. EBENIERS. OR. - 5. RISI. LE. ERG. - 6. AL. SOU. BATÉ. - 7. MI-BAS. NANAN. - 8. ATTIEDIRENT. - 9. NEUTRALISTE.

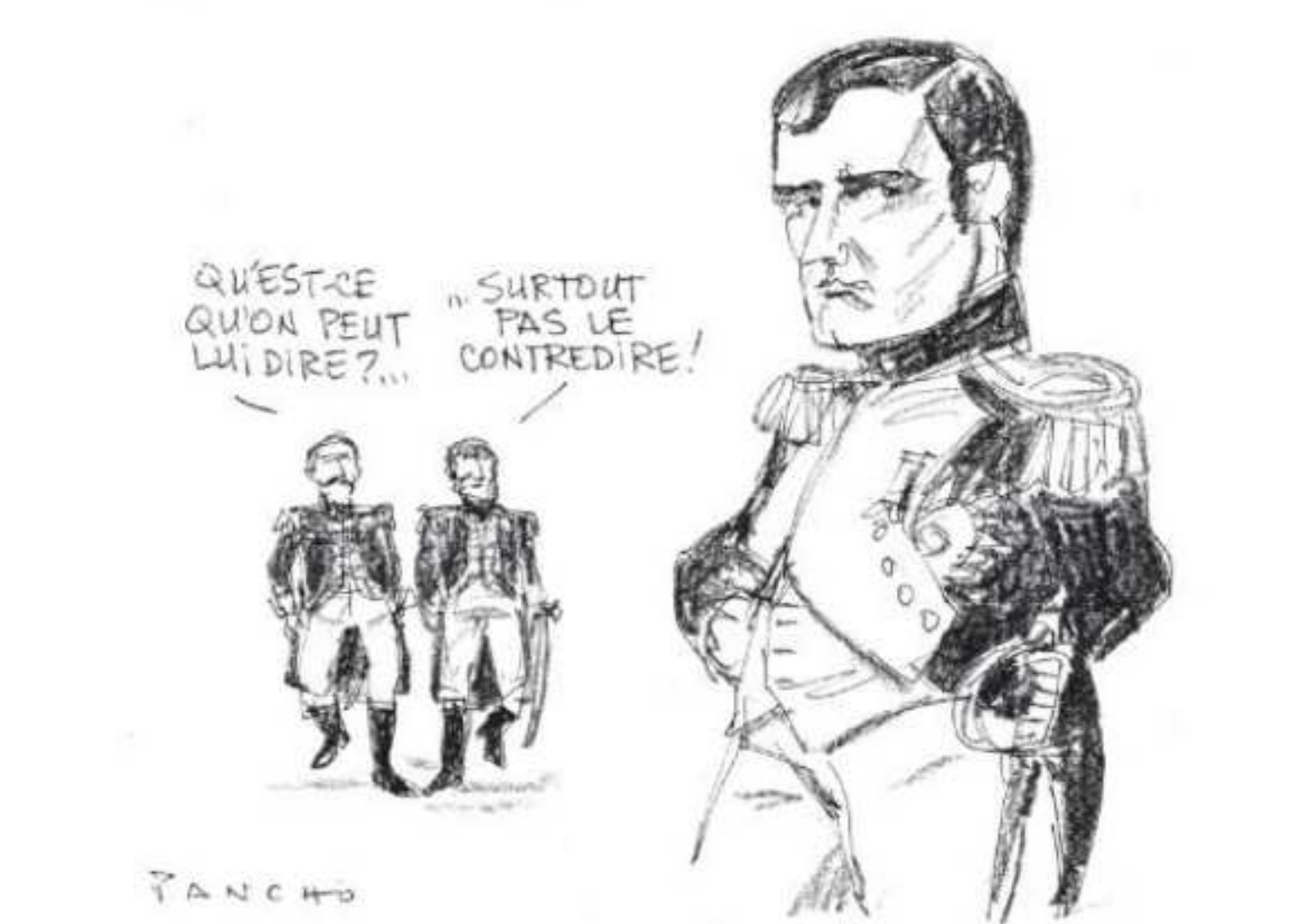
● Définitions transmises par un verbiériste intérimaire.

Un causeur très perforant

“L'Empire des mots”, de l'historien Charles-Eloi Vial : un portrait original de Napoléon en virtuose de la parole.

LE PROJET est un peu fou : convoquer les privilégiés ayant rencontré l'Empereur en tête-à-tête ou en petit comité. Un défi, puisque ces comptes rendus furent rédigés de mémoire par les visiteurs, sans micros ni caméras, « ce qui prête le flanc à toutes les manipulations ». Une constante dans ces conversations : tous ceux qui l'ont approché ont relevé l'« immense curiosité », la « mémoire phénoménale » et la « culture impressionnante » de cet enfant d'Ajaccio arrivé sur le continent à l'âge de 9 ans sans savoir parler français. Plus tard, tous ses interlocuteurs noteront « sa passion de la conversation », le charisme de cet homme, par ailleurs décrit comme « insensible, froid et méprisant ».

Au château de Saint-Cloud, « ses invités devaient se tenir debout devant sa table (...) pendant qu'il déjeunait seul ». Il savait aussi mener les « conversations d'apparat », comme lors de sa rencontre avec Goethe, à Erfurt. Certains comptes rendus rapportent qu'après avoir devisé avec l'Empereur à propos d'Homère et de César l'Allemand fut choqué de l'entendre professer son athéisme.



En d'autres circonstances, les paroles du vainqueur d'Austerlitz volaient comme de la mitraille. Gare aux insultes ! La plus célèbre aurait – paraît-il – carboisé le traître Talleyrand : « Monsieur, vous n'êtes que de la merde dans un bas de soie. » Magnifique trouvaille, hélas inventée ! Cette vulgarité, l'homme au bicorne l'assumait (« Je suis un soldat parvenu »). Le bel esprit, le « bon ton », il les laissait aux causeurs à perruque du XVIII^e siècle. Quand il lâche :

« L'Europe n'est plus qu'une vieille putain », il pense aux « cinquante-six familles [qui] se partagent les trônes de l'Europe et [qui] voient avec douleur qu'un Corse est venu s'asseoir sur l'un d'eux ». Les témoignages convergent : à mesure qu'il déploie ses ailes, l'Aigle « finit par ne plus discuter qu'avec lui-même ». Ministres, officiers et diplomates préfèrent se taire plutôt que d'oser une objection. « Il ne laisse aucun bout par où le prendre », s'agace le chimiste Chaptal,

brèvement ministre. Pour le chef, la causerie aura été non pas un plaisir ou une détente mais une arme destinée à foudroyer l'interlocuteur. Le dialogue ? Juste la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Une exception : ses longues conversations avec Caulaincourt lors de la retraite de Russie, en décembre 1812. Dans sa berline baptisée « la Dormeuse », équipée d'un lit dépliable, le fugitif décrit à son grand écuyer « un futur radieux pour le continent sous la domination éclairée de la France », avec Paris comme « centre du monde ». Il est sûr de s'en tirer : « Le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu. » La formule est belle mais apocryphe.

La somme de témoignages rassemblés ici par Charles-Eloi Vial, bonapartiste passionné mais lucide, compose une sorte d'épopée en prose vivante et colorée. Elle se termine sans surprise sur l'île de Sainte-Hélène, où l'impérial captif n'avait pour converser qu'un maigre entourage. Et toujours pas d'amis !

Frédéric Pagès

● Perrin, 656 p., 32 €.

Tuer le père

Diables blancs

de James Robert Baker

« HABITER ce monde, c'est commettre des erreurs. » Ecrivain sur le retour (un succès et puis s'en va), Tom Dunbar se ronge les sangs. Les droits d'auteur se raréfient, la banque montre les crocs, il va falloir dire adieu à cette superbe baraque « gipsy-manouche » de Los Angeles avec vue sur la mer achetée aux temps de la gloire, et migrer vers un quartier moins cossu. Sauf que sa femme, Beth, blonde sociopathe à l'« intelligence féroce » et au physique de star hollywoodienne, ne l'entend pas de cette oreille. « Tu veux que je me tue, c'est ça ? » Fille d'un butor infatué et riche pendant à la chaîne des thrillers d'un « kitsch risible », elle suggère insidieusement à son mari un projet radical : se débarrasser du paternel plein aux as et toucher le jackpot.

Tom s'offusque, tempore... puis considère l'idée. Des critiques ont comparé son premier bouquin au « De sang-froid » de Truman Capote. Le moment n'est-il pas venu de transformer la fiction en réalité ? « Si je ressens de la culpabilité plus tard, ce sera mon moteur secret : l'excellence de mon œuvre pour seule expiation possible. Après tout, est-ce que l'art n'est pas au-dessus de la morale ? Cite-moi un seul génie qui ait été un mec bien. »

Féroce, retors, tragiquement drôle, « Diables blancs » est un livre en flammes impossible à lâcher. En 1994, éffarés par la fureur de son précédent roman, les éditeurs américains, dans un bel ensemble, ferment brusquement leurs portes à l'auteur. Trois ans plus tard, James Robert Baker met fin à ses jours dans le garage de son domicile de Pacific Palisades. Sacré gâchis ! Car ce texte 100 % inédit révèle un talent hors norme. Purs produits d'un système en roue libre (le pognon engendre l'injustice, qui mène aux médicaments, qui conduisent à la folie), Tom et Beth se rêvaient flamboyants : les voici Bonnie and Clyde à la petite semaine, fonçant vers le désastre à tombeau ouvert.

Déjà, Tom réfléchit à l'adaptation de leurs exploits en film. A l'acteur qui pourrait jouer son rôle. « Mon veto sur Tom Hanks. C'est mort. On dirait un joli poupon en caoutchouc. » Les balles volent bas. Bienvenue dans la cité des Anges.

Fabrice Colin

● Monsieur Toussaint Louverture, 288 p., 20,90 €. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Yoko Lacour.



La Voie aux Chapitres

Je nettoie vos sols et ramasse vos silences

de Valentine Headway

« ÉTANT DONNÉ que je vous paye, vous faites ce qu'on vous demande. » Réponse de l'auteur : « Je ne suis pas votre chiffon sur pattes. » Charlotte, femme de ménage recrutée par une agence, écrit ce journal sous forme de roman en vers libres, comme un long blues scandé entre produits ménagers et réflexions intimes. « Le dos pété ! les pieds broyés », elle survit dans un quotidien parfois sordide (« caleçons / strings / poils pubiens / préservatifs utilisés »). Mais, dans sa tête, le ménage reste à faire.

« ELLE », une voix mystérieuse, la poursuit de ses sarcasmes (« Tu fais pitié / tu ne sers à rien »), lui rappelant sans répit son histoire (« Abandonnée / puis adoptée »).

L'amour de sa fille et de son mari n'y peut pas grand-chose. Chez le psy, pas de miracle : « J'ai l'impression / d'avoir été vue / d'avoir été crue / mais pas entendue ». Il faudra donc vivre avec « ELLE ». Heureusement, une cliente, Mme Cassagnol, sachant qu'elle écrit, l'encourage et la conseille : « C'est bien ma fille / le cœur y est ». Au théâtre, ce beau texte ferait merveille.

F. P.

● Le Soir venu, 320 p., 19,95 €.

Un violent désir de chaleur humaine

par Tania de Montaigne

« J'ESPÈRE que tu crèveras ! Meurs ! Je vais te fumer. » Qui est à l'abri de ce genre d'agression ? Le profil type du harceleur va de l'adolescent tranquille



Etat d'effroi

La Justice en procès

par Magali Lafourcade

MAIS OUI, ma bonne dame, la justice est impitoyable avec les forts, qui trichent un peu mais si peu, et honteusement laxiste avec les petits, les véritables criminels ! Dans un essai vivant et limpide, la magistrate Magali Lafourcade, secrétaire générale de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), prend la mesure de cette inquiétante ritournelle et démonte le discours populiste de certains médias et politiques – Gérard Darmanin, Rachida Dati, Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen, Bruno Retailleau, Nicolas Sarkozy en tête – contre la justice, les juges et l'Etat de droit.

Elle relève d'abord l'incohérence comique de ces élus, se posant en victimes de lois trop sévères qu'ils ont eux-mêmes votées et fustigeant le laxisme des juges « rouges » envers les « barbares à capuche » honteusement protégés par la loi. Vient ensuite des commentaires heureux d'attiser les braises et diffusant « un discours essentialisant, haineux, raciste et xénophobe ».

Peu importe la vérité, ces diatribes victimaires et populistes constituent aujourd'hui un refrain lancinant.

La « manipulation » est redoutablement efficace, explique Magali Lafourcade : un vol à main armée commis par un étranger en situation irrégulière, ça claque et ça choque. Un détournement de fonds publics – au hasard, l'affaire des assistants parlementaires du FN –, c'est plus « abstrait », le préjudice est plus diffus. « Détourner de l'argent du Parlement européen, ce n'est vraiment pas grave », a ainsi tranché Pascal Praud sur CNews.

La « cible réelle » de ces politiques et médias-parleurs ? L'Etat de droit, qui aurait fait son temps. Bruno Retailleau, candidat déclaré à la présidentielle de 2027, a promis de s'y attaquer (« Il n'est ni intangible ni sacré »). Il suffirait de le modifier, comme on vote une loi. Qui est le mieux placé pour le faire ? L'élu, seul représentant légitime du peuple, contrairement aux juges. Ce tropisme antijuges a décidément un arrière-goût très prononcé de trumpisme.

Marine Babonneau

● Les Petits Matins, 230 p., 18 €.



● COMMENT FAIRE 150 millions d'économies en 2026 ? A France TV, la réponse pourrait se trouver au service du patrimoine. Face à la disette, la télé publique envisage de vendre trois bâtiments : une annexe des locaux situés boulevard du Général-Martial-Valin, à Paris, le siège de France 3 Nantes ainsi que celui de Lille. Inauguré en 1957 et surnommé « le Château », ce dernier a reçu la récente visite d'experts pour évaluer ses chances sur le marché des vieilles pierres...

France Télévis devrait embaucher Stéphane Plaza !

● AU 13 HEURES de France 2, le 14 février, pas un mot sur le militant identitaire Quentin Deranque, alors entre la vie et la mort après avoir été agressé la veille à Lyon. De quoi faire bondir Morandini, sur X (15/2) : « Ça ne mérite même pas deux phrases d'une brève ? » s'insurge celui qui a du temps depuis son retrait de CNews. Réponse du tac au tac de la présentatrice, Leïla Kaddour : « On repare d'un événement dans un JT quand on a de nouveaux éléments, voyons ! » Avant de tacler le condamné pour corruption de mineurs : « Je ne sais pas qui écrit sur ce compte... Si tu es un élève de 3^e, conseil : change de stage et vite... »

Deux phrases et tout est dit !

● PLUS RIEN n'arrête le jury du Trombinoscope, qui, en partenariat avec Public Sénat, vient d'attribuer le prix de la révélation politique de l'année 2025 à Sarah Knafo. Yves Thérard, du « Figaro », juré de cette farce présidée par Christophe Barbier, a vanté « le talent et le magnétisme certain » de M^{me} Zemmour. Célébrée comme « un grand fauve qui impressionne », la lauréate a pris « cette distinction pour un encouragement ». « J'espère que, demain, ce sera mon mandat de maire de Paris qui sera une révélation, ce sera ma manière de rendre hommage à cette soirée. » Et de féliciter Public Sénat !

● LE SITE NEO prend l'eau – 200000 euros de pertes en 2025 (« Le Monde » 13/2). En cause, l'érosion de la pub de ce « média » qui se la jouait terroir et doit désormais se séparer de ses brebis. Reste le pauvre cofondateur, Anne-Henri de Gestas, qui continue de plaider pour l'« empiètement » de son offre éditoriale et de défendre « l'envie d'ici plutôt que le désir d'ailleurs ». Sans parler du choix de nulle part !

Le Canard enchaîné
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Maréchal - Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président, directeur de la publication : Erik EMPATAZ.
Administrateur délégué : Hervé LIFFRAN.
Principaux associés : Erik EMPATAZ, Hervé LIFFRAN, Jean-François JULLIARD, Odile BENYAHIA-KOUIDER, Jean-Michel THÉNARD et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction : Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs : R. TRENO, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print, Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site : www.lecanardenchaine.fr

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 AN
- Formule papier 68 €
- Formule numérique* 58 €
- Formule papier + numérique* 84 €
- Formule intégrale* 106 €

* Edition numérique disponible des le mardi 21 heures, avec accès à tout le site « www.lecanardenchaine.fr »

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site

MEURTRE DE QUENTIN DERANQUE : DARMANIN AFFIRME QUE C'EST L'ULTRAGAUCHE QUI LA TUÉ



La Boîte aux Images

Mal blanc

EN FRANCE, le mot « terrorisme » n'est souvent associé qu'aux crimes islamistes. Une autre terreur politique existe pourtant, ici et ailleurs dans le monde, que certains continuent de sous-estimer : les menées sanglantes de l'extrême droite.

« Qui se souvient qu'en 1979 50 attentats avaient été commis en France par des néonazis contre des commerces juifs ? » interroge l'historien Nicolas Lebourg. Qui a gardé en mémoire les 48 personnes tombées entre 1986 et 2016 lors d'attentats racistes contre des foyers immigrés ? Et pourquoi, lorsqu'un xénophobe violent passe à l'action, l'intention raciste n'est-elle souvent pas reconnue ?

A Bayonne, en 2019, un homme tente d'incendier une mosquée. Il blesse deux fidèles qui se trouvaient sur place. La qualification « terroriste » est balayée.

Du racisme, où ça ?

En 2022, à Paris, par haine des Kurdes, comme il l'expliquera, un homme en abat trois en pleine rue. La qualification « terroriste » n'est pas retenue. En août 2024, à Dunkerque, après avoir harcelé Djamel, 43 ans, parce que sa femme l'avait quitté pour lui – « Sale bougnoule » –, le « chef de région nord » de la « Brigade française patriote » (néonazie) lui a roulé dessus à deux reprises. Le crime raciste a été écarté. Avril 2025, mosquée de La Grand-Combe (Gard), un jeune, hurlant « Nique Allah », poignarde 50 fois un fidèle musulman en prière. La qualification « terroriste » n'a pas été envisagée.

Selon les autorités, entre nationaux catholiques, néofascistes, néonazis ou identitaires, quelque 350 groupes violents d'extrême droite sommeillent

Sorj Chalandon

● « Terrorisme d'ultradroite », de Raphaël Tresnani et Jean-Pierre Canet, le 24/2 à 21 heures sur Arte.

A travers la Presse déchainée

Lolos de consolation
Dans « La Nouvelle République » (27/1) : « Je pense que c'est un moment important de réunir la population et ça me paraît très sein. »

C'est sain et cela fait partie des bonnes mammais.

Le fond de l'air Jeffrey
Sur « yahoo.com » (9/2) : « Jeffrey Epstein, accusé d'avoir dirigé un caste réseau de prostitution de mineures. »

Sur l'albun de la Comtesse

FÊLES PAR DES INONDATIONS AVEC DES FEUX QUI COÛTENT

On fait plus que biquer sur les crues. Tel hydrologue bosse sur des crues. Tel puisatier se cramponne avant de tirer sa pompe. Une aide pleine de terre reste à sa base. Des feux proches de la côte percent des camps sentant le merlu. Les foules molles ne se déversent plus sur la plage. Et Macron fait faire une revue de presse...

LECTEURS : « Certains hommes abusent. » – « Quel travail, ces shoots ! » – « C'est Alice qui pense. » – « Des habits ôtés. » – « On n'aime pas que la chimie ! » – « Un gôfeur : quelle durée pour le part ? » – « Ah, ces divans dans le Var ! » – « Un bain de foule, ça mérite un quatuor. Avec les stands, ça barde ! » – « Ça s'use, ça baisse ? »

LU : « Marine appâtée. » – « Macron déplore trop peu de foules. » – « Que fait ce bêcheur sur ce lougre ? » – « Comment ces populations se cassent ? » – « Voici un mas pour votre vidame. » – « Un poney fort bas ! » – « L'électricienne fait une connexion de piles. » – « Pauvre globe dézingué ! » – « La Bresse manque de foot. »

Prises de Bec

Ali Khamenei

Le bourreaucrate à turban

Plus le chef religieux iranien craint d'être renversé, plus il réprime avec férocité tous ceux qui réclament son départ ou osent simplement le contrarier.

L'HISTOIRE retiendrait-elle son nom ? Il y a quelques jours, alors que la république islamique fêtait son 47^e anniversaire en grande pompe, un journaliste de la télévision qui devait crier « mort à l'Amérique ! » ou, c'est selon, « mort à l'entité sioniste ! », l'un n'excluant évidemment pas l'autre, a lancé en direct « mort à Khamenei ! ». Son directeur a été limogé, et tout indique que le gaffeur de légende, un certain Musab Rasoulizad, est aujourd'hui plus près de la lourde que de l'augmentation. Un petit séjour en prison, voire pire, n'est pas à exclure.

Ali Khamenei en a vu d'autres, mais difficile de ne pas penser que, si l'infortuné Rasoulizad a commis ce lapsus, c'est parce qu'il n'entend que ça quand il sort du boulot. Khamenei est désormais aussi détesté dans son pays que feu le shah, ce qui n'est pas rien. Guide suprême depuis trente-sept ans, il ne peut plus guère jouer comme autrefois avec les vieilles ficelles ; et hop, un conservateur au pouvoir, et hop, un réformateur quand la pression se fait trop forte, lâchons un peu de lest : tout le monde a compris, il ne lâchera jamais rien.

Parcours finalement assez classique d'un atypique devenu défenseur numéro un d'une des dictatures les

Khomeyni et lui, c'est tout Qom

Sous la monarchie, il est emprisonné à six reprises et attend impatiemment le retour d'exil de son mentor, lequel en fait son vice-ministre de la Défense dès 1979.

Khamenei a longtemps conservé une certaine singularité. « Quand des amis universitaires avaient des ennuis avec le pouvoir, on essayait de joindre Khamenei, de lui faire porter des courriers, pour calmer le jeu », se souvient Bernard Hourcade, auteur de « Géopolitique de l'Iran » (Armand Colin). Peut-être cette singularité vient-elle du fait qu'il a



de protestation contre la réélection du président Ahmadinejad, très contestée, en 2009, et toutes les révoltes qui suivirent. Jusqu'au bain de sang inouï de janvier dernier.

On l'a connu en meilleure forme : ses alliés extérieurs sont très affaiblis ou réfugiés à Moscou, il est haï par la jeunesse et conspué par l'ensemble de la population, qui ne peut plus vivre décemment. Lui va bien, merci. Selon Reuters, il aurait mis la main sur une structure répondant au nom de Setad, créée à l'époque de Khomeyni pour récupérer et vendre les propriétés des riches iraniens ayant quitté le pays afin d'aider les plus nécessiteux. Setad a si gentiment prospéré que la fortune du guide atteindrait aujourd'hui 95 milliards de dollars. Il a un bunker pour se protéger et ne s'est pas rendu à l'étranger depuis 1989, ce qui paraît sage.

Pote de Poutine

Car l'Iran va avoir le plus grand mal à se stabiliser. « Le pays se trouve dans une contradiction insoluble : l'accès massif à l'éducation de la population, surtout des femmes, rend une dictature théocratique quasi impossible à maintenir », rappelle Bertrand Badie, professeur de relations internationales à Sciences-Po. En plus, les émeutes de la faim peuvent se reproduire n'importe quand, et l'absence d'opposition structurée rend le risque de chaos plausible.

En 2015, dans une de ses rares interviews à la presse américaine, Khamenei avait dit : « Dieu merci, le régime sioniste n'existera plus en 2040. » Tout indique que ce grand homme d'Etat, très apprécié de Poutine et de Xi Jinping, ne sera hélas pas là pour s'en réjouir.

Anne-Sophie Mercier



Le Théâtre

Le Chant des lions

(Kessel et poivre)

LUI, c'est Jef. Le plus que vivant Joseph Kessel, baroudeur-écrivain-buveur-dragueur-morphinomane-mais pas que. Il revient tout juste de Berlin. Il y est allé pour le quotidien « Le Matin ». Hitler vient d'être nommé chancelier, le 30 janvier 1933.

Elle, c'est Germaine Sablon (la sœur de Jean). Elle chante dans un cabaret de Pigalle. Jef va y passer la soirée. Coup de foudre. Début d'une longue, et belle, et pas simple, histoire d'amour.

Six comédiens, dont les excellents Marina Pangos (qui joue et chante Germaine) et Eric Chantelauze (Kessel). En tout, pas moins de 27 personnages (dont Pétain et de Gaulle).

De la musique à foison, avec le compositeur Mehdi Bourayou (parfait en homme-orchestre). De très rapides changements de décor : chambre d'hôtel, cabaret, cockpit d'avion, studio de la BBC, etc. Pas moins de 33 scènes et 5 flash-back...



Le coin coin des Variétés

L'Harmonie des genres

(Un effet meuf !)

GESTUELLE à l'appui, Noémie de Lattre s'interroge sur la possibilité d'une harmonie entre, d'un côté, les hommes (« Forts-forts ! Muscles-muscles ! Paquet-paquet ! Certitudes ! ») et, de l'autre, les femmes (« Putes-putes ! Vierges-vierges ! Mamans-mamans ! Disponibles ! »). Entreprise risquée que d'évoquer ensuite, sur scène, la condition féminine et la lutte des sexes, depuis la Révolution française jusqu'à aujourd'hui, en passant par Mai-68 et par #MeToo !

Mais c'est avec autant de drôlerie que de sagacité, sans verser dans un didactisme manichéen, que Noémie de Lattre, accompagnée par trois électrisantes chanteuses et musiciennes de rock, réussit, en chansons, à semer des idées effervescentes tant dans l'esprit des femmes que dans celui des hommes venus à ce spectacle d'un très bon genre.

A. A.

● Au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse, à Paris, jusqu'au 10/4.

Dessiner encore

Le metteur en scène Georges Vauraz fait un choix simple et juste : projeter ses dessins, les animer, les laisser parler sans forcer l'émotion.

Ici, Coco est incarnée par Hélène Degy, Anna Mihalcea et Salomé Villiers (en alternance avec Jessica Berthe-Godart). Trois énergies, une nécessité : dessiner pour ne pas couler.

Le récit avance à rebours : on saute d'une séance de thérapie post-traumatique EMDR aux premiers pas de Coco à « Charlie Hebdo », de l'incendie des locaux du journal le 2 novembre 2011 à la fameuse caricature de

Mahomet en 2006... Et puis le 7 janvier 2015, quand deux silhouettes cagoulées aux yeux vides surgissent. Dans le noir, les mots « Tak, tak, tak » claquent comme des rafales.

Si la vague du trauma déferle sans cesse, autre chose émerge : ce qui permet de se reconstruire. Les proches, les lieux refuges, telle la forêt de l'enfance, et le souvenir de Cabu, source d'inspiration. Une présence si vive que « parler de lui au passé est impossible ».

Mathieu Perez

● Au Théâtre Lepic, à Paris, jusqu'au 29/3.





Renault va fabriquer
jusqu'à 600 drones
par mois
Les nouvelles...

Le Canard enchaîné

... 4-ailes
électriques ?



Directeur : Erik EMPTAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

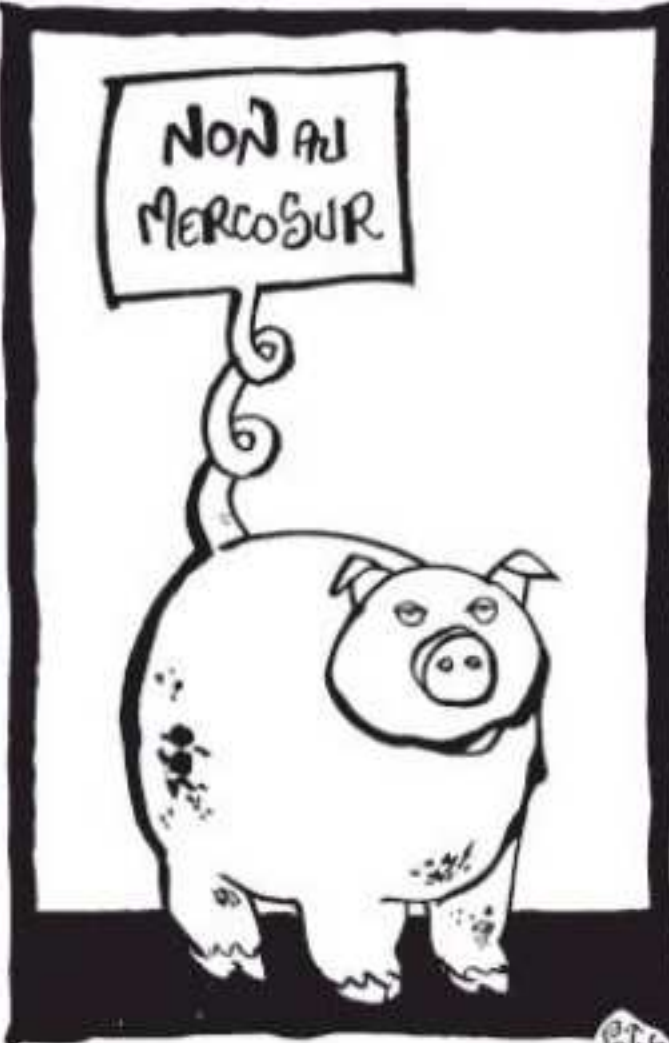


LE MAIRE (LR) d'Orléans, Serge Grouard, a choisi l'équipe qui représentera Jeanne d'Arc et ses deux pages lors des prochaines Fêtes johanniques de la ville : que des jeunes gens de bonne famille, issus de l'enseignement catho. Clémence Miot, 16 ans, dans le rôle principal, connaîtra-t-elle un glorieux avenir ?

Comme le révélait Ici Orléans (8/2), la Jeanne d'Arc 2023, Clairvie Quesne, qui figure en 10^e position sur la liste de Grouard pour les prochaines municipales, fréquente avec assiduité les milieux cathos tradis d'extrême droite, comme Academia Christiana, et exprimait en novembre « [s]on respect et [s]on admiration » pour Marine Le Pen.

Savoir s'entourer, c'est tout un art.

DES MANIFS PRÉVUES
PENDANT LE SALON
DE L'AGRICULTURE



DANS son interviewue au « Parisien » (16/2), l'ex-maire de Paris Bertrand Delanoë salame encore mieux que les vélos sur les pistes cyclables de Paname pour éviter les sujets qui fâchent, comme l'inimitié entre Anne Hidalgo et Emmanuel Grégoire. Certes, ce dernier « assure une rupture dans la méthode », mais, sur ce qu'ils se disent entre eux, pas question de trop se mouiller : « C'est leur vie... » Avant de balancer une nouvelle petite pique sur Hidalgo : « Il y a sans doute eu des manquements. »

Sur Dati, en revanche, l'ex descendant tout schuss : « En 2020, Dati disait : "on" a fait 700 km de pistes cyclables "avec Delanoë" alors qu'elle a voté contre tout. Quand j'ai piétonné et aménagé les berges dans le VII^e, elle a organisé des réunions contre, fait des pétitions (...). Ses propositions, c'est du vent ! »

Du vent qui souffle fort.

EN VISITE à Nîmes (Gard) dans une petite société coopérative pour soutenir le candidat PC de la gauche unie aux municipales, le fondateur de Génération.s, Benoît Hamon, soutient : « La coopération française, c'est 381 milliards d'euros l'année dernière, selon la Banque de France. A titre de comparaison, l'industrie de la défense, 40 milliards d'euros. Vous avez l'impression qu'on parle autant de la coopération que de l'industrie de la défense ? » (« Midi libre », 13/2).

Ce qu'oublie de préciser l'ancien sous-ministre à l'Economie sociale et solidaire, c'est que le groupe BPCE (Banques populaires, Caisses d'épargne...), la Fédération nationale du Crédit agricole et la Confédération nationale du Crédit mutuel comptent pour 83 milliards dans cette économie. L'entreprise coopérative, ça banque !

NAVALNY EMPOISONNÉ PAR LE VENIN D'UN BATRACIEN



Ministre du Logement pas très social

MAILLE après maille, le gouvernement détricote l'article 55 de la loi SRU. Promulgué en décembre 2000, ce texte de mixité imposait aux maires des communes urbaines un objectif de 25 % de logements sociaux. Mais il n'a jamais été accepté par certains élus, qui n'ont cessé de réclamer sa modification pour ne pas avoir à construire de HLM, ou si peu. Un décret du 29 janvier, signé par le ministre du Logement, Vincent Jeanbrun, a largement assoupli les règles. Résultat, dans 33 agglomérations et 55 intercommunalités, le taux obligatoire de logements sociaux va fondre de 25 à 20 %, relève « Le Monde » (5/2).

De quoi faire les affaires de nombreuses mairies, comme

celles de Toulouse, Béziers, Orléans ou Saint-Brieuc, qui se retrouvent miraculeusement dans les clous. Elles ne risquent plus d'être soumises à de fortes amendes préfectorales faute d'avoir rempli leurs objectifs.

Argument béton avancé dans « Le Monde » par le cabinet du ministre Jeanbrun : « Les communes n'auraient pas eu le foncier disponible pour créer suffisamment de logements sociaux. » Cette explication semble d'autant plus oiseuse qu'une ville comme Paris a bien réussi à passer son taux de HLM de 13,34 % en 2001 à 23,1 % en 2024, malgré la grande rareté des terrains disponibles.

Aujourd'hui, avec les encouragements ministériels, 70 % du millier de mairies récalcitrantes à la loi SRU ne font plus guère d'efforts pour rattraper leur retard de construction pour les catégories populaires. Elles devraient en faire encore moins dans les années qui viennent, si l'Assemblée adoptait prochainement une proposition de loi LR, déjà votée par le Sénat, qui prévoit de réduire sérieusement les sanctions financières contre les communes contrevenantes.

Encore quelques mailles à défaire et l'article 55 ne ressemblera plus qu'à une vieille guenille bonne pour la poubelle...

H. L.

Censure de lui

BRUNO RETAILLEAU, venu annoncer sa candidature à la présidentielle au jité de TF1 (12/2), a tonné : « On avait fait voter une loi pour que, les individus étrangers dangereux, très dangereux, on puisse les retenir plus longtemps, pendant sept mois au lieu de trois mois, et le Conseil constitutionnel a censuré ce texte ! » Vérification faite, le 7 août 2025, le Conseil constitutionnel a seulement censuré les articles de la loi prévoyant l'augmentation de la durée de rétention administrative d'un « étranger condamné à une peine d'interdiction du territoire y compris pour des infractions qui ne sont pas d'une particulière gravité » – un refus de renouvellement de titre de séjour, par exemple. Pas exactement les « très dangereux » individus dans le colimateur de Retailleau.

En onze minutes d'interview du patron de LR, l'audience de TF1 a perdu 700 000 téléspectateurs. Encore une censure ?

Désertion américaine confirmée en Europe

LE 14 FÉVRIER, à Munich, lors de la Conférence sur la sécurité en Europe, Marco Rubio, le patron de la diplomatie US, a prononcé un discours au ton conciliant, loin de celui utilisé par Donald Trump. Avec habileté, il a rendu hommage au Vieux Continent, « où ont été semées les graines de la liberté et de l'État de droit ». Les

dirigeants présents, debout, ont applaudi.

Cette ovation était de trop. Beaucoup d'Européens rêvent toujours d'une Amérique prête à les sauver. Or, sur le fond, Marco Rubio n'a rien cédé. Il a même prétexté des « conflits d'agenda » pour annuler une

réunion consacrée à la guerre en Ukraine, où il aurait dû répondre aux questions gênantes des Allemands, des Polonais, des Finlandais, etc.

Les positions d'Emmanuel Macron et du chancelier allemand, Friedrich Merz, à Munich, étaient hors-sol. A

l'« autonomie stratégique de l'Europe », le rêve pieux de Macron, répondait celui de Merz : « Il faut renforcer l'Europe au sein de l'Otan », comme si l'organisation était autre chose qu'un fantôme. Et personne ne s'alarmait de l'affirmation brutale de Trump, le 12 février sur Fox News : « L'Europe est finie. »

Un diplomate en poste au ministère des Armées s'en tient, lui, aux « textes qui font foi », à savoir deux mémorandums consacrés à la « Stratégie de défense », l'un de la Maison-Blanche (3/12/25) et l'autre du Pentagone (23/1), adressés à la douzaine de patrons des forces armées US. Deux textes qui annoncent aux Européens que la « cavalerie américaine » ne se porterait pas à leur secours si la Russie attaquait un autre de ses voisins.

Et le même diplomate souligne cette phrase explicite de Rubio à Munich : « Les Etats-Unis sont prêts à mener la restauration de l'ordre mondial. » En somme, Trump se rêve en président de la planète.

C. A.

Pas de vaches, mais un coup de bouse !

LE 62^e Salon de l'agriculture ouvre ses portes ce samedi 21 février. Et dure jusqu'au dimanche 1^{er} mars. C'est le Salon de tous les risques. Macron est fébrile. D'après Bertrand Venteau, de la Coordination rurale (« L'Opinion », 4/2), « la chose qui semblait le préoccuper, c'était qu'il y ait des vaches au Salon de l'agriculture. Il veut des vaches ». Oui, mais, cette année, dermatose nodulaire contagieuse oblige, pas la queue d'une vache !

Pour se consoler, il reste à Macron plein de beaux thèmes à aborder au Salon. Le Mercosur, d'abord. Si, malgré le non français, Ursula von der Leyen est allée signer au Paraguay, le 17 janvier, cet accord entre l'UE et l'Amérique latine qui ulcère les éleveurs tricolores. Macron a été sauvé par le gong : le Parlement européen a saisi la Cour de justice de l'Union européenne. Laquelle a deux ans pour rendre son verdict. Voilà donc le Mercosur suspendu. Sauf si Ursula dégaîne une application provisoire...

Une loi d'urgence agricole. La FNSEA la réclamait haut et fort. D'accord, a dit Lecornu dès le 13 janvier. Elle sera pleine de « solutions concrètes ». Comprendre : elle lèvera moult contraintes environnementales. Son contenu sera dévoilé lors du Salon. On sait déjà qu'elle concernera l'eau (feu vert pour installer des mégabassines partout ?), le loup (autorisation de tirer à vue ?), les subventions (en plus du plan d'aide de 300 millions d'euros annoncé début janvier par Genevard, des allègements fiscaux et des prêts de trésorerie ?). Ça pourrait calmer...

Duplomb
dans les tuyaux

Les captages d'eau. Jean-Claude Raux, député écolo, avait déposé une proposition de loi visant à interdire l'épandage de pesticides à proximité de captages d'eau. Débattue à l'Assemblée le 12 février, cette folle proposition a été torpillée par le RN, LR, une partie d'EPR (soutenu par le gouvernement) et retirée aussi sec !

La loi Duplomb. Malgré les 2 millions de signatures antipesticides, elle avait fini par être votée l'été dernier (mais débarrassée de la réautorisation du fameux acétamipride interdit). Sept mois plus tard, cinq décrets d'application sur six n'étaient toujours pas sortis. Début février, Lecornu en a publié deux. Pour installer un élevage de plus de 40 000 poulets, l'éleveur devait décrocher une autorisation officielle. Désormais, le seuil passe à 85 000 poulets. Joie. Même facilité pour les porcs et les truies. Autre décret : pour informer les riverains de ces extensions d'élevage nécessitant autorisation, il était obligatoire de tenir des réunions publiques. Désormais, une simple permanence en mairie suffira... Et hop !

Début février, Duplomb est revenu à la charge via une nouvelle proposition de loi réautorisant l'acétamipride et le moins connu, mais tout aussi sympathique, flupyradifurone. Le gouvernement le suivra-t-il ? Faire dans l'anticécologie, ça va, mais il ne faudrait pas que ça se voie trop. C'est vache, dirait Lecornu...

J.-L. P.

71 % DES PARENTS UTILISENT LES ÉCRANS
POUR OCCUPER LEURS ENFANTS



Mabrouk, c'est du maquis !

SONIA MABROUK est un peu ce que nos grands-parents appelaient les « résistants de 1946 ». Neuf ans de CNews et hop ! tout est oublié.

Au train où vont les réseaux sociaux, l'ex-animatrice zélée des médias Bolloré va finir auréolée du statut de grande combattante. Après avoir quitté la télé Bolloré à cause de l'ami des petits Morandini, elle a rendu le micro de la radio du milliardaire la semaine dernière. Il faut dire qu'il lui était compliqué de conserver

sa « Grande Interview » sur Europe 1, vu qu'elle est diffusée en simultané sur CNews. Dans sa chevauchée héroïque, la résistante, si l'on comprend bien, doit aussi claquer la porte du « JDD », mais surtout de Fayard. Une terrible perte pour les rangs de l'éditeur, dont la maquisarde Mabrouk était devenue, l'été dernier, directrice de « Pensée libre ».

Une nouvelle collection qui a édité le dernier bouquin de Zemmour, « La messe n'est pas dite ». Début février,

l'éditrice lançait encore en fanfare, et en librairie, une œuvre très fraîche, « La Révolution des oubliés », signée Ivan Rioufol, qu'on avait un peu oublié aussi...

En partant sans se retourner, Mabrouk a laissé un grand vide sur le front. Jeudi 12 février, par exemple, CNews a dégringolé à 2,9 % de part d'audience, son pire score depuis plus de deux ans. L'intervieweuse politique a également laissé un communiqué justifiant son départ par

un « souci de cohérence ». Partout où elle est passée chez Bolloré, dans tous ces hauts lieux de mémoire, Mabrouk sera remplacée par Laurence Ferrari, qui, elle, n'a jamais eu de « souci de cohérence ».

Aux dernières nouvelles, reprenant son infatigable combat, Mabrouk a été aperçue déclarant : « Je vais désormais me concentrer (...) sur la suite de mon parcours professionnel. »

Selon toute vraisemblance, elle est partie fonder « TPG », la « télé du plateau des Glières »...

C. N.



LA FAMILLE de James Van Der Beek, l'acteur de la série « Dawson » décédé des suites d'un cancer colorectal à l'âge de 43 ans, a récolté 2,6 millions de dollars après le lancement d'une cagnotte destinée à faire face aux frais médicaux. Six cents dollars un scanner, de 1 300 à 4 000 dollars une IRM, 4 000 une coloscopie... Aux Etats-Unis, se soigner est de plus en plus un luxe. La faute à des coupes budgétaires sans précédent dans la couverture santé.

Des coupes qui ne touchent pas Donald Trump, loin de là : selon le « New York Times », il se serait enrichi d'au moins 1,4 milliard de dollars depuis son retour au pouvoir, en janvier 2025. Des bénéfices réalisés en grande partie grâce aux cryptomonnaies, avec des gains estimés à 867 millions de dollars.

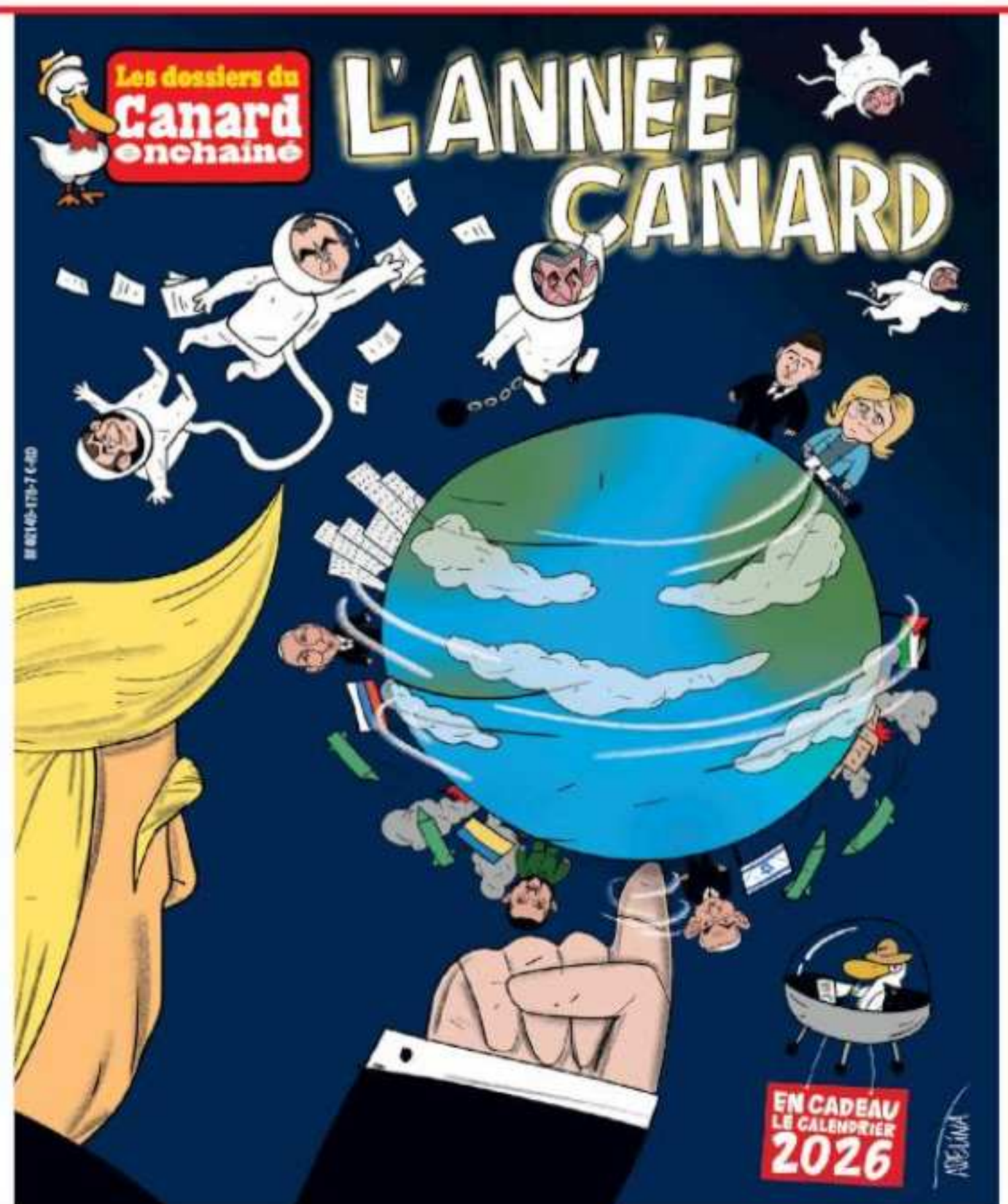
A sa décharge, il a grand besoin de se faire soigner...

PROCHAINE OUVERTURE DE
LA CHASSE AUX MIGRANTS ?



APRÈS plus de soixante-dix ans d'interdiction, l'alcool est finalement autorisé à la vente en Arabie saoudite. Pour l'heure, on en trouve dans un seul magasin, ouvert en 2024, surnommé par les diplomates locaux « le Bunker à alcool » (« La Croix », 11/2). En l'absence de concurrence, compter quand même 80 euros pour un rouge français de qualité moyenne.

Cet assouplissement est bien sûr lié aux grands événements attendus les prochaines années, comme l'Exposition universelle de 2030 ou le Mondial de foot en 2034. La religion du tourisme finira-t-elle par supplanter la religion tout court ? Allah bonne vôtre !



A s'offrir ou à offrir sans plus tarder
En cadeau, un calendrier 2026 signé Wozniak
7 €. En kiosque et sur boutique.Jecanardenchaîne.fr